



Onzième session
CINQUIEME COMMISSION
Point 51 de l'ordre du jour

REGIME DES TRAITEMENTS, INDEMNITES ET PRESTATIONS EN VIGUEUR A L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES : RAPPORT DU COMITE D'ETUDE DU REGIME DES TRAITEMENTS

Rapport de la Cinquième Commission

Rapporteur : M. Francisco A. FORTEZA (Uruguay)

PREMIERE PARTIE

INTRODUCTION

1. A sa 570ème séance, la Cinquième Commission a abordé l'examen du rapport du Comité d'étude du régime des traitements (A/3209), que l'Assemblée générale avait créé par sa résolution 975 (X) pour procéder à une étude du régime des traitements, indemnités et prestations en vigueur à l'Organisation des Nations Unies. Outre ce rapport, la Commission était saisie : i) d'un rapport du Secrétaire général (A/C.5/691 et Add.1 à 3), qui contenait, en plus des observations du Secrétaire général, un exposé des vues communes des chefs des secrétariats de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, un exposé du Conseil du personnel du Siège de l'Organisation des Nations Unies et une estimation des conséquences financières qu'auraient, pour le budget de 1957 de l'Organisation, les diverses propositions tendant à modifier le régime des traitements, indemnités et prestations en vigueur; ii) d'un rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/3505 et Corr.1) concernant les points sur lesquels il y avait divergence entre le Comité d'étude et le Secrétaire général.

2. La Commission a consacré 23 séances à l'examen de la question; au cours de cet examen, elle a été saisie de divers autres documents dont il est fait mention dans les paragraphes qui suivent. Le Secrétaire général a également communiqué aux membres de la Commission le texte de la résolution 32 que la Conférence générale de l'UNESCO a adoptée le 5 décembre 1956 et de la résolution EB 19.R.38 que le Conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la santé a adoptée le 22 janvier 1957 (A/C.5/700).

3. Sur l'invitation de la Commission, M. J.K. Hunn (Nouvelle-Zélande), Rapporteur du Comité d'étude du régime des traitements, a assisté à la plus grande partie des débats de la Commission. A la 570ème séance, il a fait une déclaration (A/C.5/696) dans laquelle il a présenté le rapport du Comité.

DEUXIEME PARTIE

DISCUSSION GENERALE

4. Au cours de la discussion générale qui a eu lieu de la 571ème à la 574ème séance, divers membres de la Commission ont rendu un vif hommage aux travaux du Comité d'étude.

5. Certaines délégations ont fait observer que, le dévouement de son personnel étant indispensable à l'Organisation des Nations Unies si elle voulait atteindre ses buts et exécuter ses programmes d'action internationale, il n'était que normal que ce personnel bénéficie de conditions de travail et d'existence qui lui permettent non seulement de s'acquitter de sa tâche de façon efficace mais aussi d'en tirer satisfaction. En même temps, elles savaient combien étaient complexes les problèmes que pose l'établissement d'un régime de traitements satisfaisant pour des fonctionnaires venus de toutes les régions du monde et en poste hors de leur pays d'origine; la tâche de la Commission était donc difficile et délicate. Ces délégations étaient persuadées que les recommandations du Comité d'étude pouvaient être considérées non pas seulement comme fournissant un cadre solide, mais aussi comme définissant un système complet pour l'avenir; elles ont été heureuses de constater que, malgré la complexité du problème, les divergences de vues entre le Comité et le Secrétaire général étaient peu nombreuses.

/...

5. De très nombreuses délégations se sont prononcées en faveur d'une application plus générale du principe d'un "régime commun" des traitements et autres conditions d'emploi à l'Organisation des Nations Unies et dans les diverses institutions spécialisées. On a souligné la nécessité de faire en sorte que ces conditions soient telles qu'elles permettent de recruter et de garder un personnel possédant les qualités prévues par la Charte.

7. A cet égard, on a dit que le moment était venu de mettre l'accent sur les avantages extrafinanciers plutôt que sur les avantages financiers et que, si les administrations des diverses organisations accordaient une attention plus grande aux considérations extrafinancières, certaines des réserves qui avaient été formulées disparaîtraient du même coup. Mais, on a dit aussi que, si justifié que fût le souci d'économie, il ne fallait pas qu'il compromette les normes de compétence et d'intégrité exigées par la Charte.

3. Certains représentants, notant qu'il n'existait pas de critères précis pour déterminer les traitements des Administrateurs, se sont demandé s'il était justifié d'appliquer aux fonctionnaires en poste le critère des traitements suffisants pour recruter et garder du personnel. Selon ces représentants, le Comité d'étude avait examiné le cas des classes les plus élevées et des classes de début des fonctionnaires recrutés sur le plan international, mais il n'avait accordé que peu d'attention aux échelles de traitement des classes P-3, P-4 et P-5, qui constituaient l'armature du Secrétariat. On a aussi souligné la différence des régimes appliqués aux Administrateurs et aux agents des Services généraux pour ce qui est de rapprocher la rémunération ouvrant droit à pension du montant total du traitement; on a suggéré à ce propos que l'étude détaillée des échelles de traitement ouvrant droit à pension pour la catégorie des Administrateurs, que l'on se proposait d'entreprendre, porte sur tous les aspects de la question, notamment sur la nécessité d'éviter que l'élément de la rémunération n'ouvrant pas droit à pension soit anormalement important.

9. Certains représentants, dans les déclarations qu'ils ont faites au cours de la discussion générale ont présenté quelques observations sur diverses recommandations précises du Comité d'étude, mais se sont réservé d'y revenir quand ces recommandations seraient examinées dans le détail.

/...

10. Le représentant de l'URSS a dit - mais par la suite n'a pas insisté pour que sa suggestion fût retenue - qu'étant donné que diverses questions très voisines comme l'administration générale du personnel, la répartition géographique des fonctionnaires et les changements qui pourraient être éventuellement apportés à l'organisation de l'échelon le plus élevé du Secrétariat à l'expiration du mandat actuel du Secrétaire général, seraient examinées à la douzième session de l'Assemblée générale, il y aurait avantage à renvoyer à ladite session l'étude de la question des traitements et indemnités, qui exigeait d'être examinée de manière plus approfondie qu'il n'était possible de le faire à la présente session.
11. Le représentant du Brésil a proposé à la Commission d'entendre un représentant du personnel mais il n'a pas insisté, certaines délégations ayant estimé que, dans la déclaration qu'il avait faite à l'ouverture de la discussion générale (A/C.5/698), le Secrétaire général avait exposé comme il convenait le point de vue du personnel.
12. Sur la proposition du représentant du Royaume-Uni, la Commission a décidé d'examiner les diverses recommandations du Comité d'étude en se fondant sur le résumé sous forme de tableau qui figurait dans le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/3505 et Corr.1).
13. La Commission a alors accepté la procédure détaillée que lui a proposée le Président (A/C.5/L.394/Add.2) : après avoir pris une décision de principe sur les divers points et après avoir déterminé les incidences financières des recommandations pertinentes, elle prendrait une décision définitive.

TROISIEME PARTIE

EXAMEN DES DIVERSES RECOMMANDATIONS

Régime commun

14. A sa 575ème séance, la Commission a approuvé à l'unanimité la recommandation du Comité d'étude tendant à conserver le régime commun dans les conditions indiquées aux paragraphes 27 à 29 de son rapport.

/...

Lieu de base du régime commun

15. Le Rapporteur du Comité d'étude a déclaré que le Comité avait étudié très attentivement la question du choix d'un lieu de base approprié. A Genève, le coût de la vie était moins élevé que dans la plupart des autres villes où se trouvaient des organisations internationales et le choix de Genève présentait l'avantage de limiter considérablement l'application de taux différentiels négatifs. Le Rapporteur a ajouté que, s'il était exact que l'effectif des fonctionnaires en poste à New-York représentait 60 pour 100 du personnel de l'Organisation des Nations Unies, il ne représentait cependant que 40 pour 100 de l'ensemble des fonctionnaires internationaux si l'on tenait compte du personnel des autres organisations dont le siège est à Paris, Rome, Genève ou Montréal.

16. On a fait observer qu'il ne fallait pas prendre de décision hâtive sur cette importante question étant donné surtout les observations du Comité consultatif et les répercussions que la décision aurait sur des questions comme celle de la base de calcul des pensions. On a proposé de renvoyer la décision à la douzième session de l'Assemblée générale de manière que le Secrétaire général et le Comité consultatif aient le temps d'envisager d'autres solutions. Toutefois, de très nombreuses délégations ont estimé qu'il n'y avait aucune raison d'ajourner la décision car, si l'on ne se prononçait pas immédiatement, les fonctionnaires ne bénéficieraient pas de l'augmentation que devait leur procurer l'indemnité de poste.

17. A sa 576ème séance, par 48 voix contre zéro, avec 8 abstentions, la Commission a approuvé la recommandation du Comité d'étude (par. 72 à 77 de son rapport) tendant à prendre Genève comme lieu de base du régime commun.

18. La Commission a en outre approuvé à l'unanimité la recommandation du Comité d'étude (par. 143 de son rapport) tendant à prendre le 1er janvier 1956 comme date de base du nouveau régime.

Organisation générale et classement des postes

19. La Commission a examiné cette question générale à sa 575ème séance et elle a pris les décisions suivantes :

a) Sous-Secrétaires

La Commission a approuvé, sans opposition, la recommandation du Comité d'étude tendant à ce qu'il n'y ait qu'une seule classe pour les Sous-Secrétaires ou les fonctionnaires de rang équivalent, sous réserve des propositions que le Secrétaire général pourrait présenter à l'Assemblée générale à sa douzième session.

/...

b) Administrateurs généraux et Directeurs

La Commission a approuvé, sans opposition, la recommandation du Comité d'étude tendant à ce qu'il y ait deux classes au maximum pour les Administrateurs généraux et les Directeurs.

c) Administrateurs

La Commission a approuvé, sans opposition, la recommandation du Comité d'étude tendant à ce qu'il y ait cinq classes au maximum pour les Administrateurs.

d) Fusion des classes P-2 et P-3

Le Rapporteur du Comité d'étude a expliqué que la recommandation du Comité relative à la fusion possible des classes P-2 et P-3 concernait uniquement les fonctionnaires de carrière et ne s'appliquait pas aux fonctionnaires que le Comité avait envisagé de ranger dans la catégorie des Services généraux.

La Commission a pris note de la recommandation du Comité d'étude (par. 60 de son rapport) aux termes de laquelle les classes P-2 et P-3 pourraient éventuellement être fondues.

Critères uniformes pour le classement des postes d'administrateur

20. La Commission a approuvé sans opposition la recommandation du Comité d'étude (par. 59 et 60) selon laquelle il conviendrait d'établir des critères de classement communs et d'étudier les classements actuels en fonction de ces critères.

Catégorie des services locaux

21. A sa 575ème séance, la Commission a examiné la proposition formulée par le Comité d'étude aux paragraphes 62 à 71 de son rapport; le Comité recommandait de transformer la catégorie des Services généraux en une catégorie des services locaux qui engloberait non seulement les postes rangés actuellement dans la catégorie des Services généraux mais aussi certains postes d'administrateur jusqu'à la classe P-3 dont les titulaires ont une tâche de caractère essentiellement "auxiliaire" et sont en fait recrutés principalement sur le plan local ou semi-local.

22. Par 28 voix contre 18, avec 4 abstentions, la Commission a décidé de prendre acte de la recommandation du Comité d'étude et de surseoir à toute décision jusqu'à la douzième session de l'Assemblée générale, au cours de laquelle tous les aspects du problème pourraient être étudiés.

Nombre de classes de la catégorie des Services généraux

23. A sa 575ème séance, la Commission a approuvé à l'unanimité la recommandation du Comité d'étude tendant à ce que le nombre de classes de la catégorie des Services généraux soit, dans chaque bureau, fonction des conditions locales.

Considérations extrafinancières

24. La Commission a examiné cette question à sa 575ème séance en prenant pour base les paragraphes 38 à 47 du rapport du Comité d'étude. Elle a noté avec satisfaction tout ce que le Secrétaire général avait fait dans ce domaine, mais certaines délégations ont signalé qu'il restait encore beaucoup à faire.

La Commission a approuvé à l'unanimité les observations du Comité d'étude sur les considérations extrafinancières et elle a estimé que le Comité avait abordé de manière constructive cet aspect important de l'administration du personnel.

Barème des contributions du personnel (par. 108 à 111 du rapport du Comité d'étude)

25. A sa 585ème séance, la Commission a approuvé à l'unanimité la recommandation du Comité d'étude tendant à ce que toutes les organisations qui n'appliquent pas le barème des contributions du personnel à l'heure actuelle l'adoptent comme un élément du régime commun.

Echelles de rémunération de base pour la catégorie des Administrateurs et les fonctionnaires de rang plus élevé (par. 78 à 85 du rapport du Comité d'étude)

26. A sa 576ème séance, la Commission a adopté par 44 voix contre zéro la recommandation du Comité d'étude tendant à conserver les échelles de rémunération de base actuelles pour la catégorie des Administrateurs et pour la classe des Administrateurs généraux (D-1).

Fonctionnaires de carrière de la classe P-1 (par. 78 du rapport du Comité d'étude)

27. Le Rapporteur du Comité d'étude a expliqué que, dans l'esprit des membres du Comité, la recommandation tendant à promouvoir normalement les fonctionnaires de la classe P-1 à la classe P-2 après deux ans de stage satisfaisant ne s'appliquait pas à tous les Administrateurs de la classe P-1 mais seulement aux jeunes fonctionnaires de carrière. En faisant cette recommandation, le Comité n'avait pas prévu que la question du transfert de certains postes d'Administrateur à la catégorie des Services généraux serait renvoyée à une session ultérieure.

/...

28. Après un échange de vues auquel ont participé plusieurs représentants, le représentant du Secrétaire général a soumis le projet ci-après à l'examen de la Commission :

"Les fonctionnaires recrutés en qualité d'Administrateurs adjoints de deuxième classe (P-1) et occupant des postes autres que ceux dont le Comité d'étude a envisagé le transfert dans la catégorie des Services généraux devraient normalement être promus après deux ans de stage satisfaisant."

29. Il a précisé que cette formule ne s'appliquerait pas automatiquement aux agents des Services généraux promus à la classe P-1, dont le Comité avait envisagé le cas au paragraphe 292 de son rapport concernant les fonctionnaires actuels de la classe P-1.

30. A sa 577ème séance, la Commission a approuvé à l'unanimité la recommandation du Comité d'étude telle qu'elle est énoncée ci-dessus.

Traitement minimum des Administrateurs de la classe P-2 (par. 81 du rapport du Comité d'étude)

31. Etant donné que les fonctionnaires de carrière seraient promus plus rapidement de la classe P-1 à la classe P-2, le Comité d'étude avait recommandé que le minimum de la classe P-2 soit ramené de 4.800 à 4.600 dollars. Le Secrétaire général avait interprété cette recommandation comme intéressant seulement les fonctionnaires de carrière engagés à la classe P-1. Estimant qu'il ne serait pas souhaitable - du point de vue de l'administration du personnel - de faire une différence entre les fonctionnaires "de carrière" et les autres, pour ce qui est du traitement de base, le Comité consultatif avait recommandé de conserver le minimum actuel (4.800 dollars).

32. La Commission a approuvé à l'unanimité la recommandation du Comité consultatif tendant à maintenir l'échelle de base actuelle pour la classe P-2.

Echelons d'ancienneté (par. 82 du rapport du Comité d'étude)

33. Lorsque la Commission a abordé l'examen de cette question à sa 577ème séance, elle était saisie de trois recommandations :

/...

a) La recommandation du Comité d'étude selon laquelle les meilleurs d'entre les fonctionnaires de carrière qui atteignent le maximum de la classe P-3 et qui remplissent les conditions requises pour bénéficier d'une promotion mais qui ne peuvent l'obtenir faute de postes vacants dans la classe P-4, devraient pouvoir prétendre à deux échelons d'ancienneté accordés chacun au bout de deux ans, sous réserve que la proportion des fonctionnaires admis au bénéfice de ces échelons ne dépasse pas 25 pour 100 de l'effectif total de la classe en question;

b) La recommandation du Secrétaire général selon laquelle les échelons d'ancienneté proposés par le Comité d'étude devraient être ajoutés à toutes les classes, de P-1 à P-4;

c) La recommandation du Comité consultatif qui reprenait celle du Secrétaire général, sous réserve des deux conditions suivantes (acceptées ultérieurement par le Secrétaire général) : i) aucun fonctionnaire n'aurait droit à un échelon d'ancienneté s'il n'est demeuré dans la classe à laquelle il appartient au moins aussi longtemps que devrait y rester un fonctionnaire nommé au premier échelon de cette classe avant de pouvoir prétendre à un échelon d'ancienneté; ii) l'intéressé aurait pu être promu à la classe immédiatement supérieure s'il y avait eu un poste vacant.

34. Le Rapporteur du Comité d'étude a présenté un document sur la question (A/C.5/L.440). Il a en outre déclaré que le Comité avait voulu assurer aux débutants entrés au Secrétariat pour y faire carrière un avancement régulier jusqu'à un niveau raisonnable. Le Comité avait donc mis au point une solution mixte consistant : a) à accorder la promotion de P-1 à P-2 après une période de stage de deux ans; b) à fondre les classes P-2 et P-3; c) à ajouter des échelons d'ancienneté à la classe P-3. Le Rapporteur a également souligné que les propositions du Secrétaire général et du Comité consultatif présentaient un certain nombre d'inconvénients, notamment celui d'augmenter pratiquement les traitements maxima de chacune des classes, d'accroître le chevauchement d'une classe à l'autre, de risquer de déformer la structure des traitements, d'entraîner une augmentation des dépenses, etc.

/...

35. Après une discussion au cours de laquelle ont été exposées différentes idées, dont certaines n'avaient peut-être pas été prises en considération par le Comité consultatif lorsqu'il avait formulé ses recommandations, le représentant des Etats-Unis a proposé d'inviter le Comité consultatif à réexaminer la question et à présenter un nouveau rapport durant la présente session. Il en a été ainsi décidé.

36. La Commission a examiné le nouveau rapport du Comité consultatif (A/3523) à sa 584ème séance. Le Comité consultatif, après avoir déclaré que ses recommandations précédentes restaient, à son avis, celles qui offraient la solution la plus appropriée du problème, a proposé : a) que la Cinquième Commission accepte, à titre provisoire, que deux échelons d'ancienneté, accordés chacun à deux ans d'intervalle, soient ajoutés à la classe P-3 seulement, sous réserve des conditions indiquées précédemment; b) de présenter à l'Assemblée générale, à sa douzième session, un nouveau rapport sur l'ensemble de la question, où il indiquerait notamment les autres solutions possibles.

37. La Commission a pris note de la déclaration du Président du Comité consultatif concernant la façon dont le Comité envisageait la question et les autres solutions possibles auxquelles le Comité avait consacré un examen préliminaire mais qui nécessitaient une étude plus approfondie.

38. La Cinquième Commission, considérant qu'il lui était difficile, en raison de la complexité du problème, de prendre une décision dans le délai limité dont elle disposait à la présente session, a adopté par 40 voix contre 6, avec 4 abstentions, une proposition du représentant de l'Irlande tendant à renvoyer l'examen de la question à la douzième session de l'Assemblée générale et à la reprendre alors en tenant compte d'un nouveau rapport du Comité consultatif.

Traitement de base des Directeurs (D-2) (par. 85 du rapport du Comité d'étude)

Indemnité de représentation accordée aux Directeurs (D-2) (par. 92 du rapport du Comité d'étude)

Traitement et indemnités des Sous-Secrétaires (par. 86 à 92 du rapport du Comité d'étude)

39. Le Comité d'étude recommandait un traitement fixe de 12.500 dollars (net) pour les fonctionnaires de la classe D-2. Le Secrétaire général proposait que ce traitement aille de 12.000 à 13.000 dollars (avec une augmentation de 500 dollars au bout de deux ans, puis de quatre ans), plutôt que de prévoir un traitement fixe. Le Comité consultatif a cependant approuvé la proposition du Comité d'étude.

40. En ce qui concerne l'indemnité de représentation accordée aux Directeurs (D-2), le Comité d'étude recommandait de supprimer les dispositions actuelles (versement d'une indemnité maximum de 1.500 dollars par an, à la discrétion du Secrétaire général) et de rembourser, jusqu'à concurrence de 600 dollars, les dépenses de représentation effectives. Le Secrétaire général était d'avis de maintenir le régime actuel, mais de ramener à 1.000 dollars le montant maximum de l'indemnité. Le Comité consultatif appuyait la recommandation du Comité d'étude.

41. Pour les Sous-Secrétaires, le Comité d'étude recommandait a) un traitement de base de 14.000 dollars (net); b) la suppression de l'indemnité actuelle de 3.500 dollars, mais le versement de prestations familiales et des indemnités pour frais d'études; c) la suppression des versements supplémentaires (prévus au paragraphe 2 de l'Annexe I du Statut du personnel), mais le remboursement des dépenses de représentation effectives, à concurrence de 1.500 dollars. Le Secrétaire général proposait qu'à titre provisoire et en attendant que l'Assemblée générale revienne sur la question à sa douzième session, l'échelle actuelle de rémunération des Sous-Secrétaires et fonctionnaires de rang équivalent demeure inchangée. Le Comité consultatif était d'avis (A/3505) d'approuver la recommandation du Comité d'étude : il ne voyait pas de raison de remettre la décision, étant donné surtout que les fonctionnaires recevant actuellement, en vertu de leur contrat, des émoluments supérieurs à ceux prévus par le Comité d'étude, recevraient la différence sous la forme d'une indemnité personnelle.

La Commission a décidé d'examiner simultanément ces trois questions connexes.

/...

Traitement de base des Directeurs

42. Quelques représentants ont pensé qu'en égard aux fonctions et aux responsabilités des Sous-Secrétaires et des Directeurs, la question de la rémunération de ces deux catégories de fonctionnaires devrait être examinée en même temps. Il semblait illogique de réclamer l'ajournement d'une décision sur le traitement des Sous-Secrétaires tout en insistant sur une décision immédiate pour ce qui était des Directeurs. Qui plus est, l'augmentation envisagée, si elle était approuvée, créerait une situation étrange, puisque Directeurs et Sous-Secrétaires recevraient le même traitement de base. On a pensé aussi que la Commission ne serait pas fondée à approuver une majoration des traitements des Directeurs alors même qu'elle maintenait les traitements de base actuels des fonctionnaires de toutes les autres classes de la catégorie des Administrateurs. On a dit en outre que, si l'on prenait la décision recommandée dans le cas des Directeurs et des Sous-Secrétaires, il en résulterait une augmentation de traitement aux dépens des échelons moins élevés.

43. Plusieurs représentants, au contraire, ont affirmé que la Commission devait, dès cette session, prendre des décisions en ce qui concerne la totalité du personnel de carrière. Les Sous-Secrétaires n'étaient pas des fonctionnaires de carrière, aussi était-il logique de se prononcer sur le traitement des Directeurs sans se préoccuper de la décision qui serait prise plus tard au sujet des émoluments des Sous-Secrétaires. Quelques-uns de ces représentants ont appuyé la recommandation du Comité d'étude tendant à fixer à 12.500 dollars le traitement des Directeurs; d'autres ont pensé que cette recommandation était insuffisante pour corriger l'écrasement actuel de l'échelle des rémunérations aux classes supérieures et penchaient donc pour la solution préconisée par le Secrétaire général.

44. Le représentant du Secrétaire général a déclaré que ce serait une erreur, à son avis, que de renvoyer à la session suivante la décision touchant le traitement des Directeurs. En premier lieu, à la différence des Sous-Secrétaires qui étaient nommés pour une durée déterminée, les Directeurs étaient titulaires d'engagements permanents; ils constituaient la classe la plus élevée dans la hiérarchie du personnel de carrière et la logique voulait que l'on fixât leurs traitements en même temps que ceux du reste du personnel de carrière. En deuxième lieu, les différences entre les recommandations du Comité d'étude et les propositions du Secrétaire général étaient minimes. En troisième lieu, si l'Assemblée générale décidait de supprimer l'indemnité de cherté de vie à New-York et les taux différentiels dans les autres lieux d'affectation pour les remplacer par un système

/...

d'ajustements (indemnités de poste ou déductions), le maintien du statu quo pour les Directeurs signifierait que cette classe de fonctionnaires de carrière serait la seule à ne pas bénéficier du nouveau système. En dernier lieu, si on laissait la question en suspens, l'Assemblée générale risquerait, à sa prochaine session, d'être placée devant des décisions que les institutions spécialisées auraient prises chacune de son côté.

45. Au cours du débat, le Rapporteur du Comité d'étude a expliqué comment le Comité était parvenu à ses recommandations touchant la rémunération des hauts fonctionnaires, y compris les Directeurs. Le Comité d'étude avait remarqué qu'il y avait une différence d'environ 1.500 dollars entre les plafonds des classes successives de P-1 à D-1, mais que cette différence n'était plus que de 200 dollars entre D-1 et D-2 et de 300 dollars entre D-2 et Sous-Secrétaire. Considérant la situation de ces postes dans la hiérarchie, le Comité d'étude avait jugé raisonnable de prévoir une marge appréciable entre les traitements des Sous-Secrétaires et ceux des Directeurs (D-2), et une marge moindre entre les Directeurs (D-2) et les Administrateurs généraux (D-1). Ainsi le traitement de 12.500 dollars proposé pour la classe D-2 était-il supérieur de 500 dollars au plafond de la classe D-1, ce qui, de l'avis du Comité d'étude, était suffisant.

46. Le représentant de Ceylan a proposé que la Commission prenne note des vues du Comité d'étude, du Comité consultatif et du Secrétaire général et décide, à titre de mesure provisoire et sous réserve d'un nouvel examen par l'Assemblée générale à sa douzième session, que le traitement de base des fonctionnaires de la classe D-2 serait fixé à 12.500 dollars (net). Cette proposition a été rejetée par 20 voix contre 17, avec 10 abstentions.

47. A sa 579^{ème} séance, la Commission a approuvé par 34 voix contre 10, avec 3 abstentions, la recommandation du Comité d'étude tendant à fixer à 12.500 dollars (net) le traitement de base des fonctionnaires de la classe D-2.

Indemnité de représentation accordée aux Directeurs

48. Le Rapporteur du Comité d'étude a expliqué que le Comité, pour formuler sa recommandation, avait tenu compte du fait que les fonctions des Directeurs exigeaient moins de dépenses de représentation que celles des Sous-Secrétaires. Il a ajouté que les fonctionnaires intéressés ne recevraient pas l'indemnité de droit, mais qu'on leur rembourserait leurs dépenses effectives sur présentation de preuves.

/...

Le chiffre de 600 dollars ne devait pas, de l'avis du Comité d'étude, être un maximum automatique pour tous les fonctionnaires de la classe des directeurs. Le Secrétaire général serait libre de fixer le maximum applicable à chaque intéressé et aurait même le droit, à titre exceptionnel, d'autoriser le remboursement de sommes en sus du maximum proposé.

49. Le représentant du Secrétaire général a expliqué qu'environ 25 fonctionnaires de la classe des Directeurs recevaient actuellement des indemnités de représentation. Sous réserve des dispositions éventuelles à prendre pendant une période de transition, on pensait que les incidences financières des propositions du Secrétaire général étaient à peu près les mêmes que celles du Comité d'étude, c'est-à-dire de l'ordre de 15.000 dollars par an.

50. Le représentant de l'Uruguay a proposé le maintien - sous réserve de la présentation de justifications ou données appropriées et étant entendu que l'indemnité maximum versée à un fonctionnaire ne dépasserait pas 1.000 dollars - du système actuel en vertu duquel le Secrétaire général fixe, à sa discrétion, le montant de l'indemnité de chaque fonctionnaire de la classe des Directeurs. Etant donné la discussion qui a suivi, le Président a mis aux voix la proposition uruguayenne en deux parties :

i) Le Secrétaire général conserverait le droit d'accorder, à sa discrétion, une indemnité pour frais de représentation à concurrence de 1.000 dollars;

ii) L'indemnité de représentation serait accordée sur la base de justifications ou données appropriées - selon les modalités prévues par le Statut du personnel pour les Sous-Secrétaires.

51. A sa 580ème séance, la Commission a approuvé par 23 voix contre 21, avec 8 abstentions, la partie i) de la proposition uruguayenne. La partie ii) a été ensuite approuvée par 32 voix contre 12, avec 7 abstentions. La Commission a considéré que les dépenses annuelles seraient de l'ordre de 15.000 dollars.

Traitement et indemnités des Sous-Secrétaires

52. A la demande de la Commission, le Rapporteur du Comité d'étude a exposé les raisons qui avaient amené le Comité à recommander, pour les Sous-Secrétaires, un traitement de base de 14.000 dollars majoré des indemnités de poste, prestations familiales et indemnités pour frais d'études. Le Comité d'étude avait considéré comme trop généreuse la proposition initiale du Secrétaire général qui tendait à accorder aux Sous-Secrétaires un traitement de base de 15.500 dollars avec des

indemnités pour charges de famille. Il avait envisagé de recommander pour ces fonctionnaires une échelle de rémunération fondée sur une évaluation des attributions de chaque poste, mais il avait conclu qu'il serait préférable, du point de vue administratif, de conserver le principe d'une échelle uniforme. Pour ce qui était de l'indemnité de représentation, le Comité d'étude s'en était tenu à un point de vue orthodoxe : ces indemnités devraient être directement rattachées à des dépenses réelles et complètement isolées du traitement. Faute de renseignements précis sur le montant exact de ces dépenses, il n'avait pu, touchant le montant de l'indemnité, faire qu'une recommandation arbitraire. Ce défaut était cependant corrigé par le pouvoir d'appréciation laissé au Secrétaire général, qui pouvait autoriser le versement d'une indemnité complémentaire en cas de besoin. Le Comité d'étude n'avait pas eu l'occasion d'examiner la proposition du Secrétaire général demandant le renvoi à la douzième session de l'Assemblée générale de la question de la rémunération des Sous-Secrétaires; en effet, cette proposition avait été faite après que le Comité eut terminé son rapport.

53. Le représentant du Secrétaire général a fait remarquer que ce dernier n'avait pas pu saisir le Comité d'étude de sa demande d'ajournement de la question de la rémunération des Sous-Secrétaires puisque cette demande avait été précisément provoquée par la recommandation du Comité. La demande en question n'était qu'une mesure provisoire en attendant l'examen, à la douzième session, du problème général de l'organisation du Secrétariat aux échelons supérieurs. Le Secrétaire général jugeait particulièrement inopportun de frapper les seuls Sous-Secrétaires d'une forte réduction de rémunération. Quant à l'indemnité de représentation, le Secrétaire général reconnaissait avec le Rapporteur du Comité d'étude que la question était entièrement distincte de celle des traitements, mais il devait faire remarquer que le Comité n'avait eu aucun élément d'appréciation sur quoi fonder une décision autre qu'arbitraire. Enfin, le représentant du Secrétaire général a rappelé la demande que le Secrétaire général avait faite oralement devant la Commission (A/C.5/698, par. 17) tendant au maintien provisoire du statu quo à cet égard.

54. Certaines délégations ont jugé qu'il était difficile de dissocier la question du traitement des Sous-Secrétaires de celle du traitement des Directeurs. Elles hésitaient à accepter que la Commission se prononce dans le cas de Directeurs sans

/...

faire de même dans le cas des Sous-Secrétaires et elles auraient préféré voir ajourner l'examen des traitements de tous les fonctionnaires des classes les plus élevées, d'autant que l'organisation du Secrétariat au niveau de ces classes devait être étudiée à la douzième session. A cet égard, les représentants qui avaient été partisans de voir la Commission se prononcer dès maintenant sur les traitements des Directeurs ont estimé que, s'il était nécessaire de traiter des conditions d'emploi de tous les fonctionnaires de carrière à la présente session, les Sous-Secrétaires n'étaient pas des fonctionnaires de carrière et leur cas pouvait être étudié séparément.

55. La proposition du Secrétaire général tendant à maintenir le statu quo pour le traitement des Sous-Secrétaires a été favorablement accueillie par la plupart des délégations. Certaines se sont déclarées prêtes à l'accepter sans réserve. Elles ont dit qu'il leur était difficile d'accepter la recommandation du Comité d'étude, qui, si elle était adoptée, risquerait d'empêcher le Secrétaire général de s'assurer le concours des meilleurs candidats possibles pour les postes comportant le plus de responsabilités. Quant aux différences de responsabilités entre les postes les plus élevés du Secrétariat, elles estimaient que le Secrétaire général était le mieux placé pour les apprécier. D'autres délégations ont considéré qu'il serait sage d'ajourner la décision, puisqu'il serait difficile de parvenir à une conclusion tant que la Commission ne connaîtrait pas la structure du Secrétariat aux échelons les plus élevés.

55 A. Plusieurs délégations ont appuyé les recommandations du Comité d'étude, qui avaient été approuvées par le Comité consultatif. Il leur semblait que ces recommandations étaient judicieuses, d'autant qu'à leur avis, le nombre des postes supérieurs en jeu avait dû avoir des répercussions sur les responsabilités confiées aux titulaires de ces postes; le Comité d'étude était entièrement fondé à décider que la rémunération actuelle des Sous-Secrétaires n'était plus en rapport avec leurs responsabilités effectives. Ces mêmes délégations ont ajouté que la plupart des Sous-Secrétaires actuels avaient bénéficié d'augmentations sensibles à la suite de la réorganisation du Secrétariat en 1954. Elles ont donc exprimé l'espoir que le Secrétaire général, lorsqu'il rédigerait les propositions qu'il soumettrait à la douzième session de l'Assemblée, tiendrait compte des recommandations du Comité d'étude et des vues exprimées aux 578ème et 579ème séances de la Cinquième Commission.

/...

56. Sur proposition du représentant du Pakistan, la Commission a décidé, par 41 voix contre 6, avec 2 abstentions, d'approuver la proposition du Secrétaire général selon laquelle, à titre provisoire et sous réserve d'examen à la douzième session de l'Assemblée générale, les émoluments actuels des Sous-Secrétaires et fonctionnaires de même rang ne seraient pas modifiés.

Ajustements (Indemnités de poste ou déductions) (Rapport du Comité d'étude, A/3209, par. 137 à 147)

57. Dans son rapport (A/C.5/691), le Secrétaire général approuvait la recommandation du Comité d'étude tendant à ce que le système actuel des taux différentiels et des indemnités de cherté de vie soit remplacé par un système d'ajustements (indemnités de poste ou déductions), d'un montant forfaitaire net et n'ouvrant pas droit à pension, fixés pour chaque classe, les fonctionnaires ayant des charges de famille directes devant recevoir des montants supérieurs (dans les régions où le coût de la vie est élevé). Néanmoins, en ce qui concerne le classement de New-York, le Secrétaire général, tout en reconnaissant que la classe 4 recommandée par le Comité d'étude dans le barème des ajustements (annexe C du document A/3209) aurait peut-être convenu à la date du 1er janvier 1956, jugeait que, du fait des augmentations ultérieures de l'indice du coût de la vie jusqu'en octobre 1956, New-York se trouvait plus près de la classe 5 que de la classe 4.

58. Dans l'ensemble, le Comité consultatif a pensé, avec le Comité d'étude, que New-York devrait être rangé dans la classe 4 et il a été d'avis que si l'on plaçait cette ville dans la classe 5, il en résulterait des conséquences graves et des dépenses appréciables. Quant aux autres villes, faute de temps et de renseignements suffisants, le Comité consultatif n'était pas en mesure de présenter des observations. Cependant, il n'était pas sûr qu'il fût justifié de ranger Paris dans la classe 4 plutôt que dans la classe 3.

59. Dans une déclaration faite devant la Commission (A/C.5/698), le Secrétaire général a recommandé de ranger New-York dans la classe 5 plutôt que dans la classe 4, à compter du 1er janvier 1957.

/...

Adoption du système

60. A la 582ème séance de la Commission, le Rapporteur du Comité d'étude a exposé les principales caractéristiques du système des ajustements, qui ferait disparaître certaines des difficultés et des anomalies que présentait le système actuel de taux différentiels et d'indemnités de cherté de vie. Après discussion, la Cinquième Commission a approuvé à l'unanimité le nouveau système et a ensuite entrepris d'examiner dans quelles classes il convenait de ranger les régions des sièges, aux fins de l'ajustement.

Classement de New-York

61. Le représentant du Secrétaire général a fait valoir avec insistance qu'il y avait lieu de ranger New-York dans la classe 5 à compter du 1er janvier 1957. Il a soutenu que la recommandation du Comité d'étude tendant à maintenir le barème de base actuel et à fixer au 1er janvier 1956 la date de base avait indirectement pour effet de diminuer la valeur réelle des traitements des fonctionnaires internationaux. Depuis janvier 1951, le coût de la vie à New-York avait augmenté de 15 à 16 pour 100; les traitements proposés pour les fonctionnaires de l'ONU en poste à New-York représentaient, par rapport à cette date, une augmentation de 7 à 10 pour 100 dans le cas des fonctionnaires sans charges de famille. La recommandation du Comité d'étude n'était qu'un palliatif, et c'était pour cette raison que le Secrétaire général avait demandé une solution plus équitable.

62. Invoquant un autre argument pour demander que New-York soit rangé dans la classe 5, le représentant du Secrétaire général a dit que le coût de la vie à New-York était sur le point d'atteindre le niveau correspondant à cette classe. De plus, la Commission devait se rappeler que, d'après les conclusions du Comité d'étude, on pouvait considérer le personnel comme ayant droit à la classe 4 à compter du 1er janvier 1956, et que les fonctionnaires subissaient donc un préjudice du fait que l'on n'insistait pas pour que ce système fût appliqué à compter de cette date. La proposition du Comité d'étude tendant à ranger dans la classe 4 certains bureaux extérieurs, alors que la différence du coût de la vie entre ces bureaux et New-York était sensible, entraînait aussi une certaine injustice à l'égard du personnel en poste dans cette ville.

/...

63. Le représentant du Secrétaire général a aussi signalé qu'au paragraphe 146 de son rapport, le Comité d'étude avait dit que pour compenser certains éléments (soins médicaux, frais de transport locaux et services domestiques) qui étaient sensiblement plus chers à New-York qu'à Genève, il fallait prévoir une indemnité de poste pour fonctionnaires "mariés", leur assurant de 400 à 500 dollars de plus qu'aux fonctionnaires en poste dans un bureau rangé dans la classe 3 et dont la rémunération était de 7.000 dollars. A ce propos, le représentant du Secrétaire général a fait valoir : a) que la différence effective ne serait que de 350 dollars si New-York était rangé dans la classe 4; b) que le coût des services précités, notamment le coût des transports, avait augmenté depuis le 1er janvier 1956; c) que le Comité d'étude n'avait pas tenu compte du coût normal des loisirs (distractions, vacances, etc.), qui formait un élément important des budgets familiaux. Pour compenser les facteurs b) et c), il fallait, selon lui, que la différence par rapport à la classe 3 soit de 600 à 700 dollars, plutôt que de 400 à 500 dollars comme l'avait proposé le Comité d'étude.

64. En présentant ses observations sur cette déclaration, le Rapporteur du Comité d'étude a fait remarquer que le Secrétaire général n'avait pas contesté les conclusions du Comité tendant à ranger New-York dans la classe 4 à compter du 1er janvier 1956. Le Comité d'étude avait prévu que le classement des lieux d'affectation, aux fins de l'indemnité de poste, serait modifié de temps à autre, une modification étant justifiée lorsqu'une augmentation de cinq points de l'indice du coût de la vie aurait été enregistrée pendant neuf mois de suite. D'après ce système, la proposition du Secrétaire général tendant à ranger New-York dans la classe 5 à compter du 1er janvier 1957 n'était pas justifiée. En plaçant New-York dans la classe 4 comme le Comité le recommandait, on augmenterait les fonctionnaires célibataires de 10 pour 100 (net) par rapport à 1950, soit une amélioration de 25 pour 100 par rapport à l'actuelle indemnité de cherté de vie de 10 pour 100 (brut). Cette augmentation de 10 pour 100 (net) équivalait à environ 12,5 pour 100 (brut) pour un traitement de 4.000 dollars et à 20 pour 100 (brut) pour un traitement de 10.000 dollars, ce qui compensait et au delà l'augmentation de l'indice du coût de la vie. D'autre part, les fonctionnaires célibataires n'avaient pas à consacrer à des articles ou services indispensables la même proportion de

/...

leur traitement que leurs collègues mariés. Les frais de transport, les frais médicaux et le coût des loisirs ou des vacances étaient plus lourds dans le cas des fonctionnaires mariés que dans celui des célibataires.

65. Le Rapporteur du Comité d'étude a demandé instamment à la Cinquième Commission de bien réfléchir avant de prendre une décision qui s'écarterait de la recommandation du Comité d'étude pour ce qui était des indemnités de poste : une décision de cette nature risquait d'avoir des répercussions fâcheuses parmi les institutions spécialisées. Si l'on entendait ranger New-York dans la classe 5 en prévision de la hausse du coût de la vie, il fallait se rappeler que, si les prix de New-York avaient augmenté de 3,7 pour 100 en 1956, l'augmentation à Genève pendant la même période avait été d'environ 3,5 pour 100 et que la situation à Paris, à Montréal ou à Rome, n'était probablement pas très différente.

66. Les délégations ont été d'avis très différents quant à la proposition du Secrétaire général tendant à ranger New-York dans la classe 5. Celles qui étaient opposées à cette proposition ont appuyé les arguments du Rapporteur du Comité d'étude. Selon elles, si l'on voulait reclasser une ville en raison d'une modification du coût de la vie, il fallait appliquer la procédure prévue dans le système lui-même. Si l'Organisation des Nations Unies rejetait la recommandation du Comité d'étude sur ce point, on courait un risque réel de réduire à néant les progrès accomplis jusqu'ici en ce qui concernait la mise au point d'un régime uniforme et équitable. Certains représentants ont signalé que si New-York était rangé dans la classe 4, les fonctionnaires bénéficieraient, par rapport à leur traitement actuel, d'une augmentation variant de 320 dollars pour les fonctionnaires P-1 à 865 dollars pour les fonctionnaires D-1. Si l'on optait pour la classe 5, ces augmentations seraient comprises entre 545 dollars (pour les fonctionnaires P-1) et 1.265 dollars (pour les fonctionnaires D-1) et entraîneraient pour l'Organisation une dépense supplémentaire de 335.000 dollars. Tout en reconnaissant qu'il ne fallait pas prendre les considérations financières pour seul critère, ces délégations jugeaient que l'on ne devait pas autoriser une dépense supplémentaire de cette importance si elle n'était pas entièrement justifiée. La Commission devait aussi se rappeler que les systèmes envisagés pour l'assurance-maladie et pour l'assurance-soins dentaires entraîneraient pour l'Organisation des dépenses supplémentaires de 135.000 dollars.

7. Les délégations favorables à la proposition du Secrétaire général avaient été impressionnées par les faits et les arguments qu'il avait soumis à la Commission. Elles jugeaient que si l'on n'ajustait pas les traitements de façon appropriée et en temps voulu, on aboutirait à des difficultés lorsqu'il s'agirait de recruter et de garder le personnel et, en fin de compte, on constaterait que l'on avait fait une fausse économie.

8. On a souligné que la Commission avait montré l'importance qu'elle attachait à l'avis du Secrétaire général en autorisant, pour les agents des Services généraux en poste à New-York, une augmentation de traitement qui représentait pour l'Organisation une dépense supplémentaire d'environ 500.000 dollars; s'agissant de la rémunération des fonctionnaires de New-York recrutés sur le plan international, il y avait lieu de tenir compte encore davantage de l'avis du Secrétaire général, d'autant que celui-ci avait fourni des preuves abondantes. Tous les intéressés, y compris le Comité d'étude et les délégations opposées à la classe 5 pour New-York, semblaient dans l'ensemble s'accorder à reconnaître que New-York approchait du niveau de la classe 5. On a donc estimé qu'un nouvel ajustement s'imposerait en tout état de cause à brève échéance, et qu'il serait certainement bon, pour le moral du personnel, de prendre immédiatement les mesures voulues au lieu d'attendre.

9. Le représentant des Philippines a formellement proposé de ranger New-York dans la classe 5. La décision prise par la Commission sur cette question est indiquée au paragraphe 77 ci-dessous.

Indemnités de poste pour Paris, Rome et Montréal

10. Certains représentants ont formulé des réserves au sujet des recommandations du Comité d'étude tendant à ranger Paris dans la classe 4 et Rome dans la classe 2. Le coût de la vie, à Paris, était peut-être un peu plus élevé qu'à Genève, mais il était moins élevé qu'à New-York. On a également fait observer que certains privilèges et immunités accordés aux fonctionnaires internationaux en poste en France avaient sur les dépenses de ces derniers une incidence non négligeable que ne reflétaient peut-être pas suffisamment les statistiques du coût de la vie.

/...

71. Tout en reconnaissant que le coût de la vie à Paris n'était pas tout à fait le même qu'à New-York, le Rapporteur du Comité d'étude a estimé qu'il était plus près de celui auquel correspondait la classe 4 que de celui auquel correspondait la classe 3. Du point de vue de l'ajustement initial, le Comité était arrivé à la conclusion qu'au 1er janvier 1956, c'était la classe 4 qui convenait pour Paris.

72. Le représentant de l'UNESCO a fait observer que seuls un petit nombre de fonctionnaires appartenant à la classe P-5 et aux classes supérieures, bénéficiaient des privilèges et immunités accordés par le Gouvernement français. Il a estimé que l'on ne devait pas tirer argument de la situation privilégiée dont jouissait une minorité pour fixer la rémunération de tout le personnel à un niveau inférieur à celui que recommandait le Comité d'étude. Il a en outre indiqué que l'indice du coût de la vie, en janvier 1956, s'établissait à 115 par rapport à New-York (mai 1950) et justifiait donc pleinement la classe 4 pour Paris.

73. Le représentant du Royaume-Uni, sans faire de proposition formelle, a suggéré de ranger Paris provisoirement dans la classe 3.

74. Le représentant de l'Italie a affirmé que le coût de la vie n'était pas plus élevé à Rome qu'à Genève et s'est déclaré surpris par la recommandation qu'avait faite le Comité d'étude au sujet de Rome. Le Rapporteur du Comité d'étude a dit que, du point de vue statistique, la différence du coût de la vie entre les deux villes n'était que de 1 pour 100 en janvier 1956 mais il a ajouté que les prix avaient augmenté de 10 pour 100 à Rome depuis le dernier ajustement des traitements (en 1952) et que cette augmentation, si elle se maintenait pendant six mois, aurait permis aux fonctionnaires en poste à Rome, d'après le système en vigueur, de prétendre à une indemnité de cherté de vie de 10 pour 100 sur 75 pour 100 de leur traitement. Les statistiques ne semblaient pas tenir suffisamment compte du coût de certains articles ou services (frais de transport, services domestiques, soins médicaux, par exemple) et la FAO éprouvait des difficultés pour recruter le type de personnel dont elle avait besoin.

75. Le représentant de l'Italie a formellement proposé de ranger Rome dans la classe 1.

/...

76. Avant que le Comité ne vote, à sa 582ème séance, le Président du Comité consultatif a déclaré que l'Assemblée générale avait un double rôle à jouer : dans le cas des fonctionnaires en poste au Siège de l'Organisation des Nations Unies, elle devait fixer l'indemnité de poste appropriée, tandis que dans le cas des fonctionnaires des autres organisations, elle ne pouvait faire que des recommandations, le soin de prendre les décisions finales incombant aux organes délibérants des organisations intéressées. Dans le cas des divers bureaux extérieurs, les ajustements (indemnités de poste ou déductions) appropriés devaient être fixés par l'intermédiaire d'un rouage interorganisations, le Comité administratif de coordination probablement. Le Président du Comité consultatif a indiqué que selon lui, la Commission devait procéder à un vote distinct sur le classement de chacun des principaux sièges. La proposition du représentant des Philippines tendant à ranger New-York dans la classe 5, la suggestion du représentant du Royaume-Uni tendant à ranger provisoirement Paris dans la classe 3 et la proposition du représentant de l'Italie tendant à ranger Rome dans la classe 1 devaient être considérées comme des amendements aux recommandations du Comité d'étude qui figuraient dans le document A/3505, colonne A.

Décision prise au sujet des ajustements (indemnités de poste ou déductions)

7. La Commission a ensuite voté sur les recommandations du Comité d'étude et sur les amendements s'y rapportant; le résultat des votes a été le suivant :

L'amendement du représentant des Philippines concernant New-York a été rejeté par 30 voix contre 24, avec 2 abstentions.

La recommandation du Comité d'étude tendant à ranger New-York dans la classe 4 a été approuvée par 40 voix contre zéro, avec 16 abstentions.

La suggestion du représentant du Royaume-Uni concernant Paris a été adoptée par 15 voix contre 18, avec 10 abstentions.

L'amendement du représentant de l'Italie concernant Rome a été rejeté par 3 voix contre 5, avec 26 abstentions.

La recommandation du Comité d'étude tendant à ranger Rome dans la classe 2 a été adoptée par 27 voix contre zéro, avec 15 abstentions.

La recommandation du Comité d'étude tendant à ranger Montréal dans la classe 4 a été adoptée par 38 voix contre une, avec 14 abstentions.

/...

Echelles de rémunération des agents des Services généraux

78. A sa 576ème séance, la Commission a approuvé à l'unanimité les recommandations du Comité d'étude (par.101 à 107 du rapport du Comité), tendant à ce que :

a) Le système actuel qui consiste à fixer les échelles de rémunération des agents des Services généraux sur la base des taux les plus favorables en vigueur dans la localité soit maintenu;

b) L'indemnité de cherté de vie actuelle soit incorporée dans les traitements ouvrant droit à pension pour les agents des Services généraux en poste à Genève ou à New-York.

79. La Commission a également approuvé à l'unanimité la recommandation du Secrétaire général tendant à ce que les traitements des agents des Services généraux en poste à New-York soient augmentés d'environ 7 pour 100 par rapport aux traitements en vigueur à la fin de 1954.

Base de calcul des pensions (par. 173 à 177 du rapport du Comité d'étude)

80. Le Rapporteur du Comité d'étude a rappelé la recommandation du Comité tendant à ce que cette question complexe soit étudiée en détail et soit confiée par exemple à un groupe de travail du Comité mixte de la Caisse commune des pensions; il a ajouté que le Comité d'étude n'aurait pas d'objection à ce que l'on adopte la procédure proposée par le Comité consultatif, selon laquelle cette étude serait entreprise en premier lieu par le CAC.

81. Le représentant du Secrétaire général a déclaré que le rapport du CAC sur la question, ainsi que les commentaires du Comité mixte de la Caisse commune des pensions au sujet de ce rapport, seraient soumis au Comité consultatif et à la Cinquième Commission. Etant donné cependant la complexité du problème, il a exprimé la crainte que les rapports ne puissent pas être prêts pour la douzième session de l'Assemblée générale.

82. On a souligné à plusieurs reprises, au cours du débat, qu'il était nécessaire d'entreprendre une étude complète et approfondie de la question de la base de calcul des pensions. On a exprimé l'espoir que cette étude serait entreprise le plus tôt possible et que les rapports du CAC et du Comité mixte de la Caisse commune des pensions seraient accompagnés de toute la documentation pertinente.

/...

33. A sa 585ème séance, la Commission a approuvé à l'unanimité la recommandation du Comité consultatif tendant à ce que le Comité administratif de coordination étudie en premier lieu la question de la base de calcul des pensions.

Régime des indemnités pour charges de famille

4. A sa 583ème séance, la Commission a approuvé à l'unanimité la recommandation du Comité d'étude (par. 191 du rapport du Comité), tendant à fondre les indemnités pour enfants à charge et les dégrèvements pour charges de famille dans un nouveau système de prestations familiales consistant en indemnités nettes, payables hors du cadre du barème des contributions du personnel.

Indemnités pour charges de famille pour les Administrateurs

5. A sa 583ème séance, la Commission a approuvé à l'unanimité la recommandation du Comité d'étude (par. 192 et 193 du rapport du Comité), tendant à fixer aux montants ci-après les indemnités pour charges de famille pour les Administrateurs, quel que soit leur lieu d'affectation :

200 dollars pour un conjoint à charge

300 dollars pour chaque enfant à charge

200 dollars pour une personne au plus, non directement à charge, à condition que le fonctionnaire ne reçoive pas d'indemnité pour un conjoint à charge.

Indemnités pour charges de famille pour les agents des Services généraux (par. 195 à 197 du rapport du Comité d'étude)

6. Le représentant du Secrétaire général a exposé les raisons pour lesquelles le Secrétaire général avait jugé nécessaire de proposer certaines modifications des montants recommandés par le Comité d'étude. Il a fait observer qu'aux termes de la recommandation du Comité d'étude, la rémunération des agents ayant des enfants à charge diminuerait et que les modifications proposées par le Secrétaire général permettraient aux fonctionnaires de conserver les avantages dont ils jouissaient actuellement sans que cela porte atteinte aux principes dont s'inspirait la recommandation du Comité d'étude.

/...

87. Le Rapporteur du Comité d'étude a indiqué les bases sur lesquelles reposaient les recommandations du Comité et a fait observer que grâce à l'indemnité personnelle envisagée, le montant des indemnités que reçoivent les fonctionnaires actuellement en poste ne subirait aucune réduction. Il serait préférable, a-t-il ajouté, que la Commission ne concentre pas son attention sur un élément unique de la rémunération mais envisage celle-ci comme un tout. A cet égard, la Commission ne devait pas perdre de vue l'augmentation de 7 pour 100 qui serait accordée aux agents des Services généraux en poste à New-York. Du point de vue du Comité d'étude, le Rapporteur ne voyait cependant pas d'objection sérieuse à ce que l'indemnité pour conjoint à charge soit portée à 300 dollars, comme le proposait le Secrétaire général; il ne voyait pas davantage d'objection de principe à ce que, conformément à la deuxième proposition du Secrétaire général, une indemnité de 400 dollars soit versée aux fonctionnaires divorcés ou veufs avec un enfant à charge.

88. A sa 583ème séance, la Commission a pris les décisions suivantes :

a) Elle a approuvé par 28 voix contre 4, avec 13 abstentions, une proposition du représentant des Philippines tendant à fixer à 300 dollars l'indemnité pour conjoint à charge versée aux agents des Services généraux en poste à New-York;

b) Elle a approuvé, sans objection, la recommandation du Comité d'étude tendant à fixer à 250 dollars l'indemnité pour chaque enfant à charge et à 200 dollars l'indemnité pour une personne constituant une charge de famille non directe, lorsque le fonctionnaire ne reçoit pas d'indemnité pour un conjoint à charge;

c) Elle a approuvé à l'unanimité la proposition du Secrétaire général tendant à verser une indemnité de 400 dollars aux fonctionnaires veufs avec un enfant à charge;

d) Elle a approuvé par 29 voix contre 2, avec 18 abstentions, la proposition du Secrétaire général tendant à verser une indemnité de 400 dollars aux fonctionnaires divorcés avec un enfant à charge;

e) Elle a approuvé à l'unanimité la recommandation du Comité d'étude tendant à ce que les indemnités pour charges de famille accordées aux agents des Services généraux en poste ailleurs qu'à New-York soient fixées en fonction des conditions locales.

/...

Définition des personnes à charge (par. 198 à 204 du rapport du Comité d'étude)

89. Un certain nombre de représentants ont exprimé des réserves sur la définition des personnes à charge recommandée par le Comité d'étude au paragraphe 203 de son rapport, définition qui, si elle était approuvée, ne permettrait pas à une femme de recevoir une indemnité pour enfants à charge que si le traitement de son mari était inférieur à un certain niveau. On a aussi exprimé l'opinion que, du point de vue administratif, si la définition des personnes à charge prenait en considération les sommes gagnées en dehors de l'Organisation par le conjoint, on se heurterait à de nombreuses difficultés d'interprétation et d'application et on risquerait des fraudes. Certaines délégations ne jugeaient pas souhaitable de priver d'une partie de leur traitement les femmes qui ne rempliraient pas cette condition, et il serait particulièrement inopportun pour l'Organisation de permettre une discrimination fondée sur le sexe, même pour des raisons administratives et financières.

90. D'autres représentants, tout en reconnaissant qu'il fallait éviter les mesures discriminatoires, ont pensé qu'il était indispensable, pour des raisons pratiques, de faire en sorte que les indemnités ne soient pas versées deux fois. Selon eux, il serait anormal que chacun des parents reçoive une indemnité pour le même enfant, en particulier si l'un et l'autre travaillent à l'Organisation des Nations Unies.

91. Le Rapporteur du Comité d'étude a précisé que le Comité ne contestait pas la nécessité d'éviter toute discrimination en cette matière. Le Comité avait étudié les problèmes administratifs concrets que posait la pratique suivie par l'Organisation et avait estimé qu'il fallait éviter l'octroi de prestations familiales aux deux époux employés l'un et l'autre par l'ONU ou une institution spécialisée ou à un fonctionnaire dont le mari travaillait au dehors et bénéficiait d'indemnités pour charges de famille ou d'exonérations fiscales pour leurs enfants. Le Comité considérait en effet les indemnités pour personnes à charge comme des prestations sociales octroyées aux fonctionnaires qui ne reçoivent une prestation analogue d'une autre source ou qui ne bénéficient pas d'une exonération fiscale. La plupart des représentants ont considéré qu'il convenait de reprendre la question à la prochaine session, en se fondant sur une étude plus poussée et plus détaillée, mais quelques divergences se sont manifestées sur la procédure à suivre dans l'intervalle.

92. A sa 584^{ème} séance, la Commission a examiné la proposition suivante, fondée sur l'avis exprimé par les représentants du Canada et de l'Inde :

/...

"1. La Commission estime qu'il convient que le Secrétaire général, en consultation avec les chefs des secrétariats des institutions spécialisées, et en tenant pleinement compte des propositions du Comité d'étude et des opinions exprimées à la Cinquième Commission, formule la définition des personnes à charge, l'applique au personnel et, par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, rende compte des résultats à l'Assemblée générale, à sa douzième session.

"2. En attendant que les organisations aient ainsi arrêté la définition des personnes à charge, il est entendu que le Secrétaire général continuera à appliquer les définitions existantes et, dans l'intervalle, à effectuer les paiements aux taux fixés par l'Assemblée générale à sa onzième session."

La Commission a adopté cette proposition à l'unanimité.

Indemnité pour frais d'études (par. 214 à 222 du rapport du Comité d'étude)

93. A sa 575ème séance, la Commission a approuvé à l'unanimité la recommandation du Comité d'étude tendant à maintenir les dispositions actuelles en ce qui concerne cette indemnité.

Prime d'installation (par. 272 et 273 du rapport du Comité d'étude)

94. A sa 575ème séance, la Commission a approuvé à l'unanimité la recommandation du Comité d'étude tendant à maintenir le régime actuel, en ramenant de 30 à 15 jours pour les fonctionnaires sans charges de famille la durée pendant laquelle l'indemnité est payée; dans des cas exceptionnels, cette durée pourrait être portée à 30 jours pour les fonctionnaires qui n'ont pas de charges de famille et à 60 jours pour ceux qui en ont.

Assurance-maladie et hospitalisation (par. 241 à 248 du rapport du Comité d'étude)

95. Le Comité d'étude avait recommandé à l'Assemblée générale d'examiner avec bienveillance un système d'assurance-maladie et hospitalisation que le Secrétaire général était en train de préparer (et dont le rapport du Comité indiquait les grandes lignes), à condition que des dispositions satisfaisantes fussent prises en vue de la répartition des dépenses entre le personnel et l'Organisation.

/...

Le Comité avait également jugé souhaitable la mise au point d'un système permettant de réduire les frais pour soins dentaires très élevés dans certaines régions.

6. Le Secrétaire général a accepté cette recommandation et proposé que l'Organisation prenne à sa charge environ 50 pour 100 du coût total d'un système amélioré d'assurance-maladie et hospitalisation et d'un système d'assurance-soins dentaires. Dans le cadre de ce principe, il a proposé que la contribution de l'Organisation soit plus élevée pour les fonctionnaires les moins rémunérés et plus faible pour les fonctionnaires ayant des traitements élevés.

7. Le Comité consultatif a fait sien le principe posé par le Secrétaire général, mais il a estimé que le détail et les aspects financiers du nouveau système devaient lui être soumis, ainsi qu'à l'Assemblée générale, pour approbation.

8. Au cours du premier débat sur cette question, à la 578^{ème} séance de la Commission, le représentant du Secrétaire général a exposé les raisons pour lesquelles il fallait améliorer le système actuel et souligné que ces améliorations s'imposaient d'urgence. Il a insisté auprès de la Commission pour qu'elle prenne une décision de principe et autorise l'ouverture des crédits nécessaires à la mise en application du système en juin 1957.

9. Le Président du Comité consultatif a appuyé cette demande, qui permettait au Secrétaire général de préparer un programme détaillé et d'en soumettre les incidences financières au Comité consultatif. En attendant, la Commission pouvait autoriser l'ouverture d'un crédit global à titre provisoire. Certains représentants se sont prononcés en faveur de cette dernière proposition, mais d'autres ont estimé que pour pouvoir prendre une décision, la Commission devait être en possession des renseignements plus précis sur le détail du système et sur ses incidences financières.

100. En conséquence, le Secrétaire général a présenté un rapport (A/C.5/701) donnant des précisions sur les systèmes d'assurance "gros frais médicaux" et d'assurances-soins dentaires envisagés. Avant de prendre une décision, la Commission a voulu être éclairée par une nouvelle étude du Comité consultatif sur les aspects techniques de la proposition, dont elle reconnaissait le caractère complexe, et elle a décidé, à sa 584^{ème} séance, de prier le Comité consultatif d'étudier le

/...

rapport du Secrétaire général et de présenter ses recommandations à l'Assemblée générale à la présente session.

101. Le Comité consultatif, dans son quarante-troisième rapport (A/3535) a fait des propositions que la Commission a approuvées à l'unanimité à sa 589ème séance; il recommandait :

- a) Que, sous réserve de ce qui est dit à l'alinéa c) ci-dessous, le système actuel d'assurance de base couvrant les risques de maladie et d'hospitalisation demeure en vigueur;
- b) Que l'Assemblée générale approuve les grandes lignes du système d'assurance "gros frais médicaux", qui entrerait en vigueur le 1er juin 1957, étant entendu que les dispositions détaillées seraient arrêtées, compte tenu du coût maximum fixé par le Secrétaire général;
- c) Que la formule actuelle de participation de l'Organisation soit remplacée, à dater du 1er juin 1957, par une formule comportant le partage égal entre l'Organisation et l'ensemble du personnel du coût total des systèmes envisagés aux alinéas a) et b) ci-dessus;
- d) Que le Secrétaire général étudie plus avant la question de l'assurance-soins dentaires et présente au Comité consultatif, à sa session d'été de 1957, un rapport détaillé tenant compte des diverses solutions possibles.

Indemnités et primes versées lors de la cessation de service

- i) Prime de rapatriement (par. 223 à 225 du rapport du Comité d'étude)
- ii) Indemnité de licenciement (par. 226 à 229 du rapport du Comité d'étude)

/...

02. A sa 585ème séance, la Commission a approuvé à l'unanimité la recommandation du Comité d'étude tendant à ce que :

- i) Pour ce qui est de la prime de rapatriement, le régime actuel soit maintenu avec l'exception suivante : les fonctionnaires nommés pour une durée déterminée d'un an au moins et de cinq ans au plus recevraient, au lieu de la prime de rapatriement, une indemnité de cessation de fonctions;
- ii) Pour ce qui est de l'indemnité de licenciement, le régime actuel soit maintenu, avec les modifications suivantes :
 - a) L'indemnité serait versée aux fonctionnaires licenciés pour raison de santé (jusqu'à concurrence du maximum fixé);
 - b) En cas de renvoi pour faute (mais non en cas de renvoi sans préavis pour faute grave), le Secrétaire général devrait avoir toute latitude pour refuser l'indemnité ou en fixer le montant jusqu'à concurrence du maximum de l'indemnité normale.

congé annuel (par. 249 à 254 du rapport du Comité d'étude)

03. A sa 575ème séance, la Commission a approuvé la recommandation du Comité d'étude tendant à n'apporter aucune modification au régime actuel du congé annuel, si ce n'est pour autoriser le Secrétaire général à accorder un congé supplémentaire aux fonctionnaires en poste dans des régions insalubres.

congé dans les foyers (par. 255 à 261 du rapport du Comité d'étude)

04. Quelques délégations ont estimé que l'octroi d'un congé dans les foyers tous les deux ans constituait une lourde charge financière et provoquait des absences prolongées. Sans vouloir s'opposer à la recommandation du Comité d'étude et tout en admettant les raisons qui justifiaient le congé dans les foyers, ces délégations ont déclaré formellement qu'à leur avis il était préférable de n'accorder de congé que dans les foyers tous les trois ans. En revanche, d'autres représentants ont été opposés à toute modification du régime actuel. A propos de la suggestion du Comité d'étude tendant à limiter les délais de route, lors du congé dans les foyers, à la durée du voyage par avion, certaines délégations ont voulu avoir

l'assurance que cette disposition ne serait pas appliquée de manière à obliger les fonctionnaires qui avaient de jeunes enfants, ou qui répugnaient à prendre l'avion, à renoncer à leur congé dans les foyers. Le représentant du Secrétaire général a attiré l'attention de la Commission sur le paragraphe 45 du rapport du Secrétaire général (A/C.5/691), où celui-ci réclamait une certaine latitude dans ce domaine. Il a donné à la Commission l'assurance que les modalités selon lesquelles s'exerceraient ces pouvoirs discrétionnaires seraient mises au point suivant la procédure normale de consultations inter-organisations, et que l'on s'efforcerait de ne pas causer de préjudice aux fonctionnaires et d'éviter toute injustice.

105. A sa 575^{ème} séance, la Commission a approuvé à l'unanimité la recommandation du Comité d'étude tendant à n'apporter aucune modification au régime actuel du congé dans les foyers, étant seulement entendu que les délais de route seraient en principe limités à la durée du voyage par avion.

Congé de maladie (par. 264 à 267 du rapport du Comité d'étude)

106. A sa 575^{ème} séance, la Commission a approuvé à l'unanimité la recommandation du Comité d'étude tendant à ce que l'Organisation des Nations Unies adopte la "norme commune" fixée par le CAC en ce qui concerne les congés de maladie.

Congé de maternité (par. 268 à 270 du rapport du Comité d'étude)

107. Certains représentants ont estimé que la période d'un an recommandée par le Comité d'étude, bien que représentant une amélioration par rapport à la situation actuelle, était encore relativement trop longue; ils ont suggéré de la ramener à dix mois. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a proposé de supprimer entièrement cette condition imposée à l'octroi du congé de maternité. La Commission a rejeté cette proposition par 26 voix contre 22, avec 7 abstentions.

108. A sa 576^{ème} séance, la Commission a approuvé par 35 voix contre 11, avec 4 abstentions, la recommandation du Comité d'étude selon laquelle la période de service ouvrant droit au congé de maternité devrait être fixée à un an.

b) Durée du congé et traitement pendant le congé

109. Si la recommandation du Comité d'étude tendant à maintenir à douze semaines la durée totale du congé n'a soulevé aucune objection, plusieurs délégations n'ont pu accepter la proposition du Comité tendant à n'accorder que la moitié du traitement pendant les six dernières semaines. Elles ont fait observer que cette recommandation était incompatible avec la Convention et la Recommandation de l'OIT sur la protection de la maternité (1952) et elles ont insisté pour que la Commission approuve la proposition du Secrétaire général tendant à accorder le traitement complet durant les douze semaines de congé.

110. A sa 576ème séance, la Commission a approuvé à l'unanimité la recommandation du Comité d'étude tendant à maintenir à douze semaines la durée du congé de maternité.

111. La Commission a également approuvé, par 49 voix contre zéro, avec 3 abstentions, la recommandation du Secrétaire général tendant à accorder aux fonctionnaires en congé de maternité leur plein traitement durant toute la durée du congé.

c) Acquisition pendant le congé de maternité du droit à des jours de congé annuel

112. Certaines délégations n'ont pu approuver la proposition du Secrétaire général tendant à ce que les périodes de congé de maternité n'ouvrent pas droit à des jours de congé annuel. Il s'agissait de deux congés de nature différente, et les modalités proposées n'étaient pas à leur avis justifiées. A sa 576ème séance, la Commission a approuvé, par 31 voix contre 13, avec 5 abstentions, la recommandation du Secrétaire général tendant à ce que les périodes de congé de maternité n'ouvrent pas droit à des jours de congé annuel.

/...

Frais de voyage et indemnités de subsistance (par. 274 à 278 du rapport du Comité d'étude)

113. Au cours de la discussion que la Commission a consacrée à cette question lors de sa 585ème séance, on a dit que le taux actuel des indemnités de subsistance ne permettait peut-être pas de couvrir de façon satisfaisante les frais de voyage des fonctionnaires des classes P-3 à D-2, envoyés dans des pays du groupe 3 (annexe G du rapport du Comité d'étude). En second lieu, le classement de certains pays dans les quatre groupes de taux d'indemnités de subsistance (annexe G susmentionnée) ne semblait pas tout à fait satisfaisant. En troisième lieu, étant donné le remaniement complet des classes et des tarifs des chemins de fer auquel avaient procédé les pays de l'Europe occidentale, le personnel ne devrait pas être obligé de voyager en seconde classe sur les chemins de fer de ces pays. On a exprimé l'espoir que ces observations seraient prises en considération par les diverses organisations lorsqu'elles étudieraient de concert, comme il était envisagé au paragraphe 49 du document A/C.5/691, les règles et les dispositions relatives aux voyages.

114. Par contre, on a appuyé la recommandation du Comité consultatif selon laquelle le Secrétaire général devrait préparer une révision des règles relatives aux voyages de manière à réaliser des économies sur le total des frais de voyage en 1957.

115. Le représentant du Secrétaire général a assuré la Commission que le Secrétariat tiendrait compte des observations formulées par les délégations. Il a fait observer que les normes appliquées aux fonctionnaires pour les voyages effectués à l'occasion du congé dans les foyers étaient déjà des normes minima, ou presque. Rien ne semblait prouver que les normes appliquées par l'Organisation fussent plus libérales que celles des gouvernements. Le Secrétariat continuerait certes à étudier tous les moyens de réaliser des économies, mais il était impossible de dire que ces économies seraient importantes.

116. A sa 585ème séance, la Commission a approuvé, sans opposition, la recommandation du Comité d'étude, étant entendu que les observations du Comité consultatif seraient étudiées avec soin.

Autres indemnités et prestations (par. 207 à 211, 234 et 235, 237 à 240, 262 et 263, 271 du rapport du Comité d'étude)

117. A sa 585ème séance, la Commission a approuvé à l'unanimité les recommandations du Comité d'étude concernant les indemnités et prestations suivantes :

Heures supplémentaires, sursalaire de nuit, indemnité de fonctions, indemnité personnelle, prime de connaissances linguistiques, versement en compensation des jours de congé annuel, maladies, accidents ou décès imputables au service, assurance-groupe sur la vie, congé spécial et frais de déménagement.

Emploi de personnel ne faisant pas carrière dans les organisations

118. A ses 585ème et 586ème séances, la Commission a discuté de l'emploi de fonctionnaires ne faisant pas carrière dans les organisations, et en particulier des déclarations du Comité d'étude selon lesquelles :

- a) Le Comité d'étude faisait sienne la proposition du Secrétaire général tendant à ce que l'on utilise plus souvent les services de fonctionnaires engagés pour une durée déterminée et prêtés, dans la plupart des cas, par des administrations nationales, des universités, etc.;
- b) Le Comité ne verrait pas d'inconvénient à ce que la proportion des postes qui pouvaient être pourvus au moyen d'engagements de durée déterminée fût portée à un chiffre de l'ordre de 20 pour 100 lorsque la possibilité s'en présenterait dans les organisations où cette proportion était actuellement moindre;
- c) Le choix du personnel devait toujours, en dernière analyse, incomber au chef du Secrétariat, et, en fait, la mesure dans laquelle celui-ci pourrait faire appel à du personnel de l'extérieur dépendrait et de la possibilité de trouver des candidats qu'il jugerait satisfaisants et de diverses autres considérations (par exemple manque de possibilités d'avancement).

La Commission a également tenu compte des observations faites à ce sujet par le Comité consultatif et des déclarations du Secrétaire général et de ses représentants.

/...

119. La plupart des membres de la Commission se sont accordés à penser que la nomination de fonctionnaires pour une durée déterminée, et particulièrement de fonctionnaires qui seraient détachés par des administrations nationales et d'autres institutions, présentait de nombreux avantages et que l'on devrait augmenter la proportion de ces fonctionnaires de la façon indiquée. On a invoqué à cet égard, les arguments suivants : cette solution offrait l'un des meilleurs moyens d'assurer une répartition géographique plus équilibrée des fonctionnaires; les secrétariats bénéficieraient de l'apport de connaissances et d'idées nouvelles par les fonctionnaires ne faisant pas carrière, et, de leur côté, ces derniers retourneraient dans leur administration et dans leur pays avec une expérience supplémentaire qui serait fort utile, notamment dans les pays peu développés; enfin, cette solution aiderait peut-être à améliorer la structure par groupe d'âge du Secrétariat.

120. Certains représentants, sans contester ces avantages ni s'élever contre l'augmentation du nombre des fonctionnaires engagés pour une durée déterminée, ont fait valoir quelques autres considérations dont il faudrait quand même tenir compte : des conflits de loyalisme étaient à craindre; il ne fallait pas perdre de vue les répercussions que cette solution aurait sur le moral des fonctionnaires de carrière, d'autant que les possibilités d'avancement risquaient d'être limitées; il se pourrait que les fonctionnaires engagés pour une durée déterminée aient besoin d'un certain temps pour donner toute leur mesure, et quittent ensuite trop rapidement l'Organisation; il se pourrait qu'un gouvernement revendique un "droit acquis" à un poste que quitterait l'un de ses ressortissants détachés; enfin, comme l'avait reconnu le Comité d'étude, beaucoup de postes ne se prêtaient pas à être pourvus par des fonctionnaires engagés pour une durée déterminée, et il faudrait continuer à y nommer des fonctionnaires de carrière.

121. Les vues exprimées au nom du Secrétaire général peuvent se résumer comme suit :

Les avantages d'un accroissement de la proportion des fonctionnaires engagés pour une durée déterminée compensaient et au-delà les inconvénients possibles; l'expérience avait montré que l'on pouvait éviter tout grave conflit de loyalisme et, d'ailleurs, les conditions imposées par la Charte et le serment constituaient des garanties à cet égard; en mêlant judicieusement le personnel de carrière et

le personnel ne faisant pas carrière, on améliorerait la valeur de l'un et de l'autre; il serait mauvais de fixer, ne serait-ce que comme objectif, un pourcentage déterminé de postes à pourvoir par des fonctionnaires engagés pour une durée déterminée; en effet, le chef du Secrétariat, de par ses responsabilités de chef de l'administration, auxquelles il ne pouvait se soustraire, devait faire entrer en ligne de compte un élément d'appréciation lorsqu'il mettait en pratique cette forme de recrutement : il fallait veiller aux besoins de l'Organisation, en s'efforçant à la fois de tirer parti des avantages qu'offrait une proportion accrue de personnel engagé pour une durée déterminée et de réduire les inconvénients au minimum.

122. De très nombreuses délégations se sont accordées à reconnaître que la notion d'un corps de fonctionnaires de carrière devait rester à la base de la politique de recrutement du Secrétariat, et que l'on n'envisageait pas de modifier ce principe fondamental.

123. Le débat s'est orienté sur la proportion des nominations qui devraient être faites pour une durée déterminée. Le Comité d'étude avait mentionné un chiffre de l'ordre de 20 pour 100, avec les réserves indiquées plus haut, mais le Comité consultatif, pour sa part, avait reconnu qu'il serait difficile, en pratique, d'augmenter de façon sensible, dans l'immédiat, la proportion actuelle. Certains représentants ont pensé que le chiffre de 20 pour 100 était trop faible et qu'il fallait l'augmenter; d'autres ont souligné qu'il serait fâcheux de restreindre indûment la liberté d'action du Secrétaire général à cet égard.

124. A sa 586ème séance, la Commission a approuvé, par 39 voix contre 3, avec 16 abstentions, une proposition de l'Irak reprenant la recommandation du Comité d'étude tendant à ce que, parmi les postes se prêtant à être pourvus par des fonctionnaires détachés, la proportion de ceux à pourvoir, au moyen d'engagements de durée déterminée, par détachement ou autrement, soit portée à un chiffre de l'ordre de 20 pour 100 lorsque la possibilité s'en présentera. Il a été entendu que la question de la proportion des fonctionnaires nommés pour une durée déterminée serait examinée annuellement par la Cinquième Commission.

Uniformisation des conditions d'emploi du personnel participant à l'exécution des divers programmes

125. A ses 586ème et 587ème séances, la Cinquième Commission a examiné la question de l'uniformisation des conditions d'emploi du personnel participant à l'exécution

/...

des divers programmes, compte tenu du rapport du Comité d'étude, des vues exprimées par le Secrétaire général et les chefs des secrétariats des institutions spécialisées, et des observations présentées par le Comité consultatif.

126. Le Rapporteur du Comité d'étude a déclaré qu'il s'agissait d'un important problème pratique d'administration qui se posait pour l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, dont les fonctionnaires employés dans quelque cent vingt bureaux situés dans une cinquantaine de pays se répartissent en cinq groupes distincts, soumis chacun à un régime différent. Il fallait trouver sans tarder un remède pour empêcher que la situation ne s'aggrave et pour faciliter l'application du système des ajustements. Le Rapporteur du Comité d'étude a examiné les modifications détaillées proposées par le Secrétaire général et les chefs des autres secrétariats.

127. Le Président du Comité consultatif a précisé que la proposition de ce Comité ne visait nullement à différer l'uniformisation; son objet était simplement d'inviter le Secrétaire général à procéder avec les institutions spécialisées aux études nécessaires et à rendre compte à l'Assemblée générale à sa douzième session.

128. Le représentant du Secrétaire général s'est félicité que l'on ait insisté sur la nécessité d'agir rapidement. Il a noté que les propositions dont la Cinquième Commission était saisie avaient fait l'objet d'un examen approfondi. Les modifications détaillées proposées par le Secrétaire général avaient simplement pour but de faciliter l'application du système et n'entraîneraient pas plus de frais que les propositions du Comité d'étude.

129. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a insisté pour que la Cinquième Commission accepte immédiatement les propositions du Comité d'étude, modifiées comme l'avait demandé le Secrétaire général dans son rapport, et cette proposition a été appuyée par d'autres représentants. Le représentant de l'Inde, tout en appuyant lui aussi la proposition néo-zélandaise, a instamment invité la Commission à accepter la recommandation du Comité d'étude tendant à payer une indemnité de cessation de fonctions égale à deux semaines de traitement par année de service accompli, pour les fonctionnaires affectés dans leur pays d'origine, et à quatre semaines de traitement par année de service accompli, pour les fonctionnaires affectés hors de leur pays d'origine. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a accepté cet amendement. Le représentant du Secrétaire général a déclaré qu'il ne

pouvait évidemment pas prendre d'engagement au nom des chefs des secrétariats des institutions spécialisées, mais que le Secrétaire général n'avait pas d'objection majeure contre cet amendement.

130. La proposition néo-zélandaise, modifiée par le représentant de l'Inde, a été adoptée sous la forme suivante : "La Cinquième Commission approuve les recommandations du Comité d'étude relatives à l'uniformisation des conditions d'emploi du personnel participant à l'exécution des divers programmes (A/3209, chapitre XIII), compte tenu des modifications proposées par le Secrétaire général de l'ONU, les Directeurs généraux du BIT, de l'UNESCO et de l'OMS, le Directeur général par intérim de la FAO et le Secrétaire général de l'OACI, telles qu'elles figurent aux paragraphes 61 à 67 de l'exposé des vues communes (A/C.5/691), à l'exception des modifications qui visent le paragraphe 286 d) ii) du rapport du Comité d'étude (A/3209)".

Mécanisme à prévoir pour l'étude de certaines questions de rémunération et de personnel

131. A sa 587ème séance, la Cinquième Commission a discuté du mécanisme à prévoir pour l'étude de certaines questions de rémunération et de personnel; elle a tenu compte des propositions faites par le Comité d'étude, des remarques du Comité consultatif et des observations présentées par le Secrétaire général et les chefs des secrétariats des institutions spécialisées.

132. Le Rapporteur du Comité d'étude a souligné l'importance que le Comité attachait à cette question. Le Comité d'étude avait pris note avec satisfaction de l'organisation actuelle de la coordination, qui était assurée par le Comité administratif de coordination et ses sous-comités, en collaboration avec le Comité consultatif de la fonction publique internationale. Soucieux d'assurer un véritable régime commun, le Comité d'étude avait estimé qu'un certain nombre de mesures restaient à prendre en ce qui concernait notamment le classement du personnel, les ajustements (indemnités de poste et déductions), l'interprétation des statistiques relatives au coût de la vie, les fluctuations des taux de change, l'indemnité de non-résident, l'uniformisation des conditions d'emploi, les considérations extrafinancières, les congés spéciaux, la base de calcul des pensions, etc. Le Comité d'étude en était venu à la conclusion que la mise au point progressive d'un mécanisme approprié à partir des organismes existants était préférable à la création

/...

d'un mécanisme entièrement nouveau et c'est pourquoi il avait proposé d'avoir davantage recours au Comité consultatif de la fonction publique internationale dans les conditions qu'il avait indiquées dans son rapport, en prévoyant aussi le recours à des experts de l'extérieur ainsi que l'organisation d'un secrétariat permanent et renforcé.

133. Le Secrétaire général et les chefs des secrétariats des institutions spécialisées avaient fait observer que la mise au point d'un système équilibré, qui permette, tout en bénéficiant des garanties d'expérience et d'impartialité que peuvent offrir des experts de l'extérieur, de ne pas porter atteinte aux responsabilités administratives qui incombent directement aux différents organes délibérants et aux chefs des secrétariats, exigeait un examen plus approfondi. Ils avaient convenu toutefois qu'il fallait améliorer le mécanisme de coordination et ils estimaient qu'il convenait de procéder à de nouvelles consultations sur le plan administratif, compte tenu des observations du Comité d'étude, si l'on voulait parvenir à des résultats pratiques qui marquent vraiment un progrès. Ils avaient recommandé, à titre de première mesure, que l'on nomme un petit groupe d'experts de l'extérieur qui serait chargé de donner son avis, après étude, sur la mise en application progressive du système des ajustements, notamment sur la question des méthodes statistiques et sur les éléments d'appréciation à faire entrer en ligne de compte.

134. Le Président du Comité consultatif a déclaré qu'en ce qui concernait les buts visés à longue échéance, il n'y avait pas de divergences d'opinions réelles entre le Comité d'étude et le Comité consultatif. Si ce dernier recommandait une procédure plutôt plus lente, c'était parce que le Secrétaire général et les chefs des secrétariats avaient indiqué clairement qu'ils avaient besoin de plus de temps pour se mettre d'accord sur un certain nombre de questions. Il faudrait définir les pouvoirs à accorder au Comité de la fonction publique internationale, en prenant garde à ne pas compromettre l'équilibre voulu entre les organes délibérants et les chefs des secrétariats, compte étant dûment tenu des intérêts légitimes du personnel des différentes organisations. Il faudrait aussi définir et limiter les pouvoirs respectifs qu'exerceraient d'une part les organes délibérants, qui pourraient approuver entièrement ou partiellement les recommandations du Comité de la fonction publique, et d'autre part les chefs des secrétariats, à qui il incomberait d'appliquer les décisions de principe. Au stade actuel, en attendant

/...

une étude plus approfondie, le Président du Comité consultatif conseillait à la Commission de remettre toute décision sur l'élargissement éventuel du mandat du Comité consultatif de la fonction publique internationale. Mais on pourrait demander à ce dernier d'examiner certaines questions urgentes et de faire appel à des experts le cas échéant.

135. L'opinion a été exprimée que toutes les questions pendantes pouvaient être réglées grâce au système actuel de coordination, sans que l'on complique davantage ce système en créant un nouveau mécanisme. Mais d'autres délégations ont jugé qu'il était souhaitable de prendre des mesures dans le sens indiqué par le Comité d'étude dans son rapport et elles ont reconnu qu'il y avait intérêt à se rapprocher progressivement du but visé. Il fallait, selon elles, renforcer le régime commun en recourant à un organe consultatif indépendant dont on demanderait l'avis, particulièrement sur les questions mentionnées dans le rapport du Comité d'étude. Ces délégations ne voyaient pas de différences essentielles entre la suggestion du Comité d'étude et celle du Comité consultatif : il s'agissait plutôt d'une différence dans le rythme de progression envisagé, et elles étaient prêtes à appuyer l'utile suggestion du Président du Comité consultatif.

136. Pour ce qui est des experts de l'extérieur, on a dit que si l'on se proposait de créer un organe qui serait commun aux diverses organisations tout en étant, dans une certaine mesure, indépendant d'elles, il vaudrait peut-être mieux que cet organe puisse directement demander l'avis d'experts impartiaux. On a fait observer que le Secrétaire général et les chefs des secrétariats avaient la faculté de faire appel à un concours de cette nature et qu'ils pouvaient en user lorsque, dans l'exercice de leurs responsabilités, ils le jugeaient approprié.

137. Le Président a proposé que la Cinquième Commission approuve la suggestion du Président du Comité consultatif tendant à ce que, jusqu'à nouvel examen de la question à la douzième session, on demande au Comité consultatif de la fonction publique internationale, faisant appel à des experts de l'extérieur désignés par le Secrétaire général en consultation avec le Comité de la fonction publique et le CAC, selon ce qui serait nécessaire, d'examiner les questions les plus urgentes mentionnées dans le rapport du Comité d'étude. La Commission a accepté cette proposition.

/...

Date de mise en oeuvre des recommandations

Reclassement du personnel

138. A sa 589ème séance, la Commission a approuvé une suggestion du Président selon laquelle elle prendrait une décision sur ces deux points lorsqu'elle serait saisie du projet de résolution que préparait le Secrétariat sur la base des recommandations du Comité d'étude.

QUATRIEME PARTIE

ABOUTISSEMENT DES DEBATS ET DECISIONS DE LA COMMISSION

139. A sa 590ème séance, la Cinquième Commission a indiqué qu'elle se prononcerait sur les incidences financières de ses décisions touchant ce point de son ordre du jour lorsqu'elle examinerait les crédits supplémentaires demandés pour 1957. Elle a ensuite abordé l'examen des projets de résolution (A/C.5/L.445 et Add.1 et A/C.5/L.446) que le Secrétariat avait rédigés comme il est indiqué dans la partie précédente du présent rapport, afin d'exprimer dans des résolutions les décisions de la Commission concernant les divers points examinés.

140. Le Secrétaire général a fait une déclaration devant la Commission (A/C.5/705) au sujet des décisions que la Commission avait prises à sa 582ème séance, de ranger provisoirement Paris dans la classe 3, pour ce qui est de l'indemnité de poste, au lieu de la classe 4 comme le recommandait le Comité d'étude, et de ranger New-York dans la classe 4 au lieu de la classe 5 comme l'avait proposé la délégation des Philippines à la 581ème séance. Le Secrétaire général a exprimé l'espoir que la Cinquième Commission jugerait utile de réexaminer ces décisions.

141. Au cours de la discussion qui a suivi, le représentant du Guatemala a proposé à la Cinquième Commission d'approuver formellement la recommandation du Comité d'étude tendant à ranger Paris dans la classe 4, et le représentant de Ceylan, appuyant le représentant de la Syrie, a proposé de ranger New-York dans la classe 5.

142. Un certain nombre de délégations ont appuyé ces deux propositions. En ce qui concerne le classement de Paris, elles ont rappelé les raisons qu'elles avaient données au cours du débat initial, à l'appui de la recommandation du Comité d'étude. Pour ce qui est du classement de New-York, elles ont appuyé les arguments avancés par le Secrétaire général en faveur de la classe 5.

/...

143. Plusieurs délégations ont été opposées à l'examen des nouvelles propositions, tant pour des raisons de fond que pour des motifs de procédure. S'agissant de la procédure, elles ont fait valoir que la Commission avait pris des décisions réfléchies et définitives et que les questions ne devaient donc pas être remises en discussion. Les nouvelles propositions étaient, à leur avis, régies par l'article 124 du règlement intérieur, qui traite de la remise en discussion de décisions prises au cours d'une même session; en conséquence, elles ne pouvaient être examinées que si une majorité des deux tiers se prononçait en ce sens. Les projets de résolution étaient fondés sur des décisions de la Commission et il était manifeste que des amendements à ces textes équivalaient à une remise en discussion de ces décisions.

144. D'autres délégations ont estimé que les nouvelles propositions ne tombaient pas sous le coup de l'article 124. Elles ont émis l'avis que les premières décisions étaient des décisions de principe et fait observer que la discussion du rapport du Comité d'étude s'était déroulée selon le plan indiqué dans la note du Président (A/C.5/L.394/Add.2), dont le paragraphe 4 disait bien que les décisions de la Commission seraient des décisions de principe. Elles ont fait observer en outre que, d'après le paragraphe 5 de cette note, c'était au moment où elle examinerait les projets de résolution que la Commission se prononcerait définitivement sur les recommandations à adresser à l'Assemblée générale.

145. Au cours de la discussion, le représentant du Royaume-Uni a proposé d'ajourner le débat afin de permettre aux délégations de recevoir des instructions de leurs gouvernements. Cette motion a été rejetée par 27 voix contre 23, avec 13 abstentions.

146. La Commission a ensuite voté sur une proposition du représentant de la Nouvelle-Zélande concernant la question de savoir si l'examen des propositions qui avaient été faites équivalait à une "remise en discussion" telle que celle-ci est définie au paragraphe 124 du règlement intérieur. Le vote a eu lieu par appel nominal.

Ont voté pour : Albanie, Australie, Belgique, Canada, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Irlande, Japon, Libéria, Nouvelle-Zélande, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Union Sud-Africaine, Yougoslavie. /...

Ont voté contre : Afghanistan, Arabie Saoudite, Birmanie, Bolivie, Brésil, Ceylan, Chili, Colombie, Costa-Rica, Egypte, Equateur, Ethiopie, Grèce, Guatemala, Haïti, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Israël, Jordanie, Panama, Pérou, Philippines, République Dominicaine, Syrie, Thaïlande, Uruguay, Venezuela, Yémen.

Se sont abstenus : Argentine, Autriche, Chine, Espagne, Honduras, Islande, Italie, Mexique, Nicaragua, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie.

En conséquence, la Commission a décidé que l'article 124 ne s'appliquait pas.

147. La Commission a poursuivi l'examen des projets de résolution et des propositions du Guatemala et de Ceylan.

148. A la 592ème séance, le représentant des Etats-Unis a proposé d'augmenter les échelles de rémunération de base de 2 pour 100 plutôt que de modifier l'indemnité de poste approuvée antérieurement pour New-York. De l'avis de sa délégation, en proposant de ranger New-York dans la classe 5, on violait le principe du système des ajustements, d'après lequel le passage d'une classe à l'autre s'opérerait automatiquement chaque fois que le coût de la vie accuserait une variation de 5 pour 100, qui se maintiendrait pendant 9 mois de suite. Ce système améliorerait sensiblement la situation du personnel. Les conditions prévues pour son entrée en jeu n'étaient pas réunies, et il serait regrettable de commencer par violer le principe posé. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que sa proposition donnait en partie satisfaction au Secrétaire général sans toutefois violer le principe établi. De plus, elle tenait compte des objections formulées par les chefs des organisations de Genève, qui avaient fait valoir - ce qui avait été reconnu par le Comité d'étude - qu'en fixant à 100, au 1er janvier 1956, l'indice du coût de la vie à Genève, on faisait perdre aux fonctionnaires en poste dans cette ville le bénéfice d'une hausse de deux points qui aurait pu compter ultérieurement pour un ajustement de traitement. Enfin, cette proposition portait sur la rémunération ouvrant droit à pension, ce qui constituait un avantage supplémentaire.

149. Le représentant des Etats-Unis a demandé à la Commission de ne pas se prononcer sur les propositions dont elle était saisie avant que les délégations aient eu l'occasion d'examiner sa propre proposition et d'entendre le Secrétaire général.

/...

150. A la 592ème séance, le Secrétaire général a fait une déclaration (A/C.5/706) où il concluait que la proposition des Etats-Unis présentait un grand intérêt pour des raisons qu'il indiquait, mais qu'elle ne répondait pas au besoin à son avis le plus urgent, qui était de ranger New-York dans la classe 5 comme lui-même le proposait. Il a pensé que la Commission voudrait peut-être examiner plus avant sa propre proposition.

151. Le représentant des Etats-Unis a regretté que le Secrétaire général n'ait pas jugé pouvoir accepter sa proposition, et il l'a retirée.

152. A sa 593ème séance, la Commission a achevé l'examen des projets de résolution dont elle était saisie. Elle a d'abord voté par appel nominal sur la proposition présentée à la 590ème séance par le représentant de Ceylan et tendant à amender le projet de résolution (A/C.5/L.446) pour ranger New-York dans la classe 5 aux fins de l'indemnité de poste.

Ont voté pour : Afghanistan, Arabie Saoudite, Autriche, Birmanie, Bolivie, Brésil, Ceylan, Chili, Chine, Colombie, Costa-Rica, Egypte, Equateur, Espagne, Grèce, Guatemala, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Israël, Jordanie, Liban, Libéria, Libye, Mexique, Népal, Nicaragua, Pakistan, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, République Dominicaine, Salvador, Soudan, Syrie, Thaïlande, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie.

Ont voté contre : Albanie, Australie, Belgique, Bulgarie, Canada, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Irlande, Italie, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pologne, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Union Sud-Africaine.

Se sont abstenus : Argentine, Danemark, Ethiopie, Portugal, Turquie.

L'amendement de Ceylan a été adopté par 45 voix contre 22, avec 5 abstentions.

153. La Commission a ensuite voté par appel nominal sur la proposition présentée à la 590ème séance par le représentant du Guatemala et tendant à amender le projet de résolution (A/C.5/L.446) pour ranger Paris dans la classe 4, comme le recommandait le Comité d'étude.

/...

Ont voté pour : Afghanistan, Arabie Saoudite, Argentine, Australie, Bolivie, Brésil, Canada, Ceylan, Chili, Chine, Colombie, Costa-Rica, Danemark, Egypte, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, Grèce, Guatemala, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Irlande, Japon, Jordanie, Libéria, Libye, Mexique, Nicaragua, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, République Dominicaine, Salvador, Soudan, Syrie, Thaïlande, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie.

Ont voté contre : Albanie, Belgique, Bulgarie, France, Italie, Norvège, Pologne, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques.

Se sont abstenus : Autriche, Birmanie, Finlande, Israël, Portugal, Turquie, Union Sud-Africaine.

L'amendement du Guatemala a été adopté par 49 voix contre 14, avec 7 abstentions.
154. La Commission a ensuite approuvé par 38 voix contre 8, avec 17 abstentions, le projet de résolution figurant dans le document A/C.5/L.446, avec les modifications qui y avaient été apportées.

155. Touchant le projet de résolution contenu dans les documents A/C.5/L.445 et Add.1, le représentant du Secrétaire général a accepté un changement de rédaction proposé par le représentant de la Nouvelle-Zélande et a convenu, avec le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, que les deux projets de résolution (A/C.5/L.445 et Add.1 et A/C.5/L.446) devraient former une résolution unique dans le texte final. La Commission a approuvé à l'unanimité le projet de résolution figurant dans les documents A/C.5/L.445 et Add.1, avec les modifications qui y avaient été apportées.

156. Au cours de l'examen du projet de résolution, le Président de la Cinquième Commission a rappelé les nombreuses félicitations adressées au Comité d'étude pour son travail et son rapport. La Commission a décidé à l'unanimité qu'il convenait

/...

d'indiquer dans le projet de résolution que l'Assemblée générale félicitait vivement le Comité d'étude. La Cinquième Commission tient également à dire combien lui a été précieux le concours que le Rapporteur du Comité d'étude, M. J.K. Hunn, lui a apporté au cours de ses débats.

157. En conséquence, la Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution joint en annexe au présent rapport.

/...

REGIME DES TRAITEMENTS, INDEMNITES ET PRESTATIONS EN VIGUEUR A
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

A

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport (A/3209) du Comité d'étude du régime des traitements créé par la résolution 975 (X) de l'Assemblée générale en date du 15 décembre 1955, les observations y relatives du Secrétaire général et des chefs des secrétariats de l'Organisation internationale du Travail, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture et de l'Organisation de l'aviation civile internationale (A/C.5/691) et les observations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/3505),

1. Rend un vif hommage au Comité d'étude pour le travail précieux qu'il a accompli,

2. Prie le Secrétaire général,

a) D'appliquer les dispositions concernant les traitements de base, les ajustements (indemnités de poste ou déductions) et les indemnités pour charges de famille, énoncées au paragraphe 7 ci-après, au personnel en poste au Siège ou à l'Office européen de l'Organisation avec effet au 1er janvier 1957 et d'appliquer ces dispositions, aussitôt que possible, aux autres fonctionnaires de l'Organisation, avec effet aux dates qu'il fixera pour chaque bureau;

b) De procéder, après avoir consulté les chefs des secrétariats des institutions spécialisées, à l'uniformisation - envisagée au chapitre XIII du rapport du Comité d'étude - des conditions d'emploi du personnel participant à l'exécution des divers programmes, en appliquant les mesures essentielles proposées par le Comité, notamment en accordant une indemnité d'affectation aux fonctionnaires pourvus de certaines affectations temporaires, sous réserve des modifications que le Secrétaire général juge souhaitable et nécessaire d'apporter aux propositions détaillées;

c) De s'inspirer des conclusions de la Cinquième Commission, telles qu'elles sont consignées dans son rapport à l'Assemblée générale, en ce qui concerne les questions non traitées dans la présente résolution;

3. Prie le Secrétaire général, en liaison avec les chefs des secrétariats des institutions spécialisées intéressées et en coopération avec le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel,

- a) De revoir la question de la rémunération ouvrant droit à pension, en vue de faire à l'Assemblée générale des recommandations touchant les mesures à prendre;
- b) De prévoir des prestations en cas de décès et des prestations d'invalidité pour les fonctionnaires titulaires d'un engagement temporaire de durée déterminée, si possible au moyen d'un amendement qui serait apporté aux Statuts de la Caisse commune des pensions du personnel;

4. Décide qu'un nouvel article 3.3 du Statut du personnel, tel qu'il figure au paragraphe 7 ci-après, modifie les dispositions de la résolution 359 (IV) du 10 décembre 1949 modifiée par la résolution 973 C (X) du 15 décembre 1955, relative au barème des contributions du personnel;

5. Autorise le Secrétaire général à élargir, à compter du 1er juin 1957 ou dès qu'il sera possible de le faire après cette date, les systèmes d'assurance maladie et d'assurance hospitalisation actuellement applicables au personnel, le financement de ces systèmes devant être assuré par répartition à peu près égale du coût total entre l'ensemble du personnel participant et l'Organisation, de façon que les fonctionnaires des classes les moins rémunérées reçoivent une assistance financière plus grande que ceux des classes les plus rémunérées;

6. Autorise le Secrétaire général à verser, à titre de mesure transitoire, des indemnités personnelles aux fonctionnaires actuels dont, sans cela, la rémunération se trouverait réduite du fait de l'entrée en vigueur de nouveaux taux ou de nouvelles conditions concernant les indemnités pour charges de famille, ces indemnités personnelles devant diminuer et finalement disparaître selon des modalités que fixera le Secrétaire général;

7. Décide d'apporter au Statut du personnel de l'Organisation des Nations Unies les modifications suivantes, avec effet au 1er janvier 1957.

/...

Annexe I, paragraphe 3

Les Directeurs reçoivent un traitement annuel de 18.000 dollars des Etats-Unis (sous réserve du barème des contributions du personnel figurant à l'article 3.3 du Statut du personnel et, le cas échéant, des ajustements (indemnités de poste ou déductions)) et, s'ils remplissent par ailleurs les conditions requises, ils reçoivent les indemnités dont les fonctionnaires bénéficient d'une manière générale. En outre, le Secrétaire général est autorisé à verser, sur la base de justifications ou données appropriées, des sommes supplémentaires aux Directeurs pour les dédommager des dépenses spéciales qu'ils peuvent raisonnablement être appelés à faire dans l'intérêt de l'Organisation, lorsqu'ils s'acquittent de tâches qui leur sont confiées par le Secrétaire général. Les sommes versées à ce titre à un Directeur ne peuvent dépasser 1.000 dollars par an.

Annexe I, paragraphe 4

Sous réserve des dispositions du paragraphe 6 de la présente annexe, le barème des traitements des fonctionnaires de la catégorie des administrateurs généraux et directeurs ou de la catégorie des administrateurs sera le suivant (sous réserve du barème des contributions du personnel figurant à l'article 3.3 du Statut et, le cas échéant, des ajustements (indemnités de poste ou déductions)) :

Barème des traitements de base

(Sous réserve du barème des contributions du personnel figurant à l'article 3.3 du Statut et, le cas échéant, des ajustements (indemnités de poste ou déductions))

Modifier comme suit le montant du traitement des directeurs : 18.000 dollars.

Annexe I, paragraphe 9 (Ajustements (indemnités de poste ou déductions))

Remplacer le texte actuel par le texte suivant :

Pour que les fonctionnaires bénéficient de niveaux de vie équivalents dans les différents bureaux, le Secrétaire général peut ajuster les traitements de base fixés aux paragraphes 3 et 4 de la présente annexe par le jeu d'ajustements (indemnités de poste ou déductions) n'ouvrant pas droit à pension, dont le montant sera déterminé en fonction du coût de la vie et des niveaux de vie relatifs, ainsi que des facteurs

/...

connexes, au lieu d'affectation intéressé, par rapport à Genève (1er janvier 1956). Ces ajustements ne seront pas soumis aux retenues prévues par le barème des contributions du personnel et leur montant variera suivant la classe des fonctionnaires selon ce que l'Assemblée générale décidera de temps à autre.

Article 3.2 du Statut du personnel - Indemnités pour enfants à charge et indemnités pour frais d'études

Pour supprimer les mentions des indemnités pour enfants à charge, supprimer le premier alinéa. A la première ligne du deuxième alinéa, supprimer le mot "également". Au quatrième alinéa, supprimer les mots "l'indemnité pour enfants à charge et" et remplacer les mots "seront versées" par les mots "sera versée". Supprimer le paragraphe 1 de l'annexe IV, relatif à l'indemnité pour enfants à charge.

Article 3.3 du Statut du personnel (Barème des contributions du personnel, figurant précédemment dans la résolution 359 (IV) modifiée par la résolution 973 C (X))

- a) Les traitements et émoluments des fonctionnaires, à l'exclusion des prestations familiales et de l'indemnité de poste, sont soumis à une retenue calculée d'après le barème et dans les conditions indiquées ci-dessous, le Secrétaire général pouvant toutefois, lorsqu'il le juge indiqué, exempter de retenues les traitements et autres émoluments du personnel rétribué suivant les taux locaux :
- b) Les contributions sont calculées d'après le barème suivant :

<u>Total des sommes imposables</u>				<u>Taux de la contribution</u>	
4.000 dollars par an au plus				15 pour 100	
Tranche suivante de 2.000 dollars				20	" "
"	"	2.000	"	25	" "
"	"	2.000	"	30	" "
"	"	2.000	"	35	" "
"	"	3.000	"	40	" "
Au-delà				50	" "

- c) Article 3 b) de la résolution 359 (IV).
- d) Article 6 de la résolution 359 (IV).
- e) Article 7 de la résolution 973 C (X).

/...

f) Article 8 de la résolution 973 C (X), avec l'adjonction de l'alinéa suivant :

- d) Un versement dans les conditions prescrites aux trois alinéas précédents est autorisé en ce qui concerne les prestations familiales et les indemnités de poste, qui ne sont pas soumises aux retenues prévues par le barème des contributions du personnel, mais peuvent être assujetties à l'impôt national sur le revenu.

Article 3.4 du Statut du personnel (Prestations familiales) (nouveau)

a) Les fonctionnaires de la catégorie des administrateurs généraux et directeurs et de la catégorie des administrateurs ont droit aux indemnités pour charges de famille ci-après :

- i) 200 dollars par an pour l'épouse à charge ou le mari à charge et 300 dollars par an pour chaque enfant à charge; ou
ii) Quand le fonctionnaire n'a pas de conjoint à charge, une indemnité unique de 200 dollars par an pour l'une des personnes ci-après, si elle est à la charge de l'intéressé : père, mère, frère, soeur.

b) Si le mari et la femme sont l'un et l'autre fonctionnaires du Secrétariat, l'un d'eux peut, pour les enfants à charge, demander à bénéficier des dispositions de l'alinéa i) ci-dessus, auquel cas l'autre ne peut demander à bénéficier que des dispositions de l'alinéa ii) ci-dessus, s'il remplit par ailleurs les conditions requises.

c) Les fonctionnaires dont les traitements sont fixés par le Secrétaire général en vertu du paragraphe 6 ou du paragraphe 7 de l'Annexe I du présent Statut ont droit à des indemnités pour charges de famille dont le montant et les conditions d'octroi sont fixés par le Secrétaire général, compte dûment tenu de la situation au lieu d'affectation.

d) Les demandes d'indemnités pour charges de famille sont présentées par écrit et accompagnées de pièces que le Secrétaire général juge satisfaisantes. Une demande est présentée chaque année.

/...

Annexe III du Statut du personnel

Ajouter une nouvelle phrase à l'alinéa d) :

d) Il n'est pas versé d'indemnité :

A un fonctionnaire qui, à titre de mesure disciplinaire, est renvoyé pour faute; dans d'autres conditions toutefois, le Secrétaire général peut en pareil cas accorder, à sa discrétion, une indemnité de licenciement d'un montant n'excédant pas celui de l'indemnité intégrale prévue à celui des alinéas a), b) et e) de la présente annexe dont les dispositions sont applicables en l'occurrence.

Ajouter un nouvel alinéa f) ainsi conçu :

f) Un fonctionnaire à l'engagement de qui il est mis fin pour raisons de santé reçoit l'indemnité de licenciement prévue dans la présente annexe, sous réserve que la somme de l'indemnité de licenciement et du montant annuel de la pension d'invalidité à laquelle il a droit en vertu des Statuts de la Caisse commune des pensions du personnel ne soit pas supérieure au traitement d'une année.

Article 9.4 et Annexe IV du Statut du personnel (Prime de rapatriement et indemnité de non-titulaire)

Le Secrétaire général fixe un barème pour le versement des primes de rapatriement ou des indemnités de non-titulaires dans les limites des maximums indiqués à l'annexe IV du présent Statut et aux conditions prévues dans cette annexe.

Faire du paragraphe consacré à la prime de rapatriement le paragraphe 1 de l'annexe IV. Modifier comme suit le début de ce paragraphe : "Ont droit, en principe, à la prime de rapatriement, les fonctionnaires que l'Organisation est tenue de rapatrier, sauf les fonctionnaires engagés à titre temporaire pour une durée déterminée qui ont droit à une indemnité de non-titulaire. La prime de rapatriement ou l'indemnité de non-titulaire n'est pas versée dans le cas d'un fonctionnaire renvoyé sans préavis.

Insérer dans l'annexe IV comme paragraphe 2 un nouveau paragraphe intitulé "Indemnité de non-titulaire" et libellé comme suit :

Indemnité de non-titulaire

"a) Si sa lettre de nomination l'indique, un fonctionnaire qui a effectué au moins un an de service en vertu d'un engagement temporaire de durée déterminée, reçoit lors de sa cessation d'emploi, pour chaque année de service, une indemnité

/...

de non-titulaire calculée au taux de 4 pour 100 de son traitement pour les services accomplis dans le pays d'origine et de 8 pour 100 de son traitement pour les services accomplis hors du pays d'origine.

"b) Lorsque, sans qu'il y ait interruption de service, l'intéressé obtient un engagement pour une période de stage ou un engagement permanent, ou accomplit cinq années de service effectif en vertu d'un engagement temporaire de durée déterminée, il perd ses droits à l'indemnité de non-titulaire.

"c) Les services comptant pour le calcul de l'indemnité de non-titulaire seront les services accomplis après la mention de la présente disposition dans la lettre de nomination".

B

L'Assemblée générale,

Jugeant souhaitable que, dans toute la mesure du possible, un régime commun soit appliqué aux traitements, indemnités et prestations en vigueur à l'Organisation des Nations Unies et dans les institutions spécialisées et qu'en particulier des normes analogues en matière de traitements et de prestations connexes soient appliquées, en règle générale, aux fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées qui sont en poste dans les mêmes villes,

1. Appelle l'attention des institutions spécialisées sur la résolution A ci-dessus, qui énonce les décisions prises par l'Assemblée générale au sujet du personnel de l'Organisation et recommande aux institutions spécialisées d'adopter des dispositions analogues en ce qui concerne leurs fonctionnaires,

2. Décide qu'avec effet au 1er janvier 1957, l'indemnité de poste pour les fonctionnaires du Siège de l'Organisation à New-York sera celle qui est prévue pour la classe 5 dans le système proposé par le Comité d'étude du régime des traitements et adopté par l'Assemblée générale,

3. Recommande aux institutions spécialisées qu'aux fins de l'indemnité de poste et avec effet au 1er janvier 1957, Genève soit rangée dans la classe 1, Rome dans la classe 2, Paris dans la classe 4 et Montréal dans la classe 4,

/...

4. Demande au Secrétaire général que, dans le cas des fonctionnaires de l'Organisation en poste dans la région du siège d'une institution spécialisée qui a adopté le système d'indemnités de poste recommandé par le Comité d'étude du régime des traitements, tel qu'il a été approuvé par l'Assemblée générale, l'indemnité de poste soit celle de la classe fixée pour cette région par l'institution spécialisée en question,

5. Recommande à l'attention des institutions spécialisées le barème des contributions du personnel de l'Organisation des Nations Unies et invite à considérer les avantages d'une commune application de ce système.
